

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2018, ch. 31 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 152, No 26 (2018-12-26)

M

Maintien des services ferroviaires, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 36

(Maintenance of Railway Operations Act, 1987)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1987, ch. 36 (sanction : 29.08.87) les art. 1 et 2, la partie I et les annexes I et II en vigueur 29.08.87 voir par. 39(1); partie IV (art. 30-38) en vigueur 01.09.87 à 0 heure 2 minutes voir TR/87-201; les parties II et III ainsi que les annexes III et IV abrogées avant leur entrée en vigueur le 31.12.2012 voir 2008, ch. 20, art. 3

Maintien des services ferroviaires, Loi de 2007 sur le — 2007, ch. 8

(Railway Continuation Act, 2007)

Le ministre du Travail

LOI ABROGÉE, 2017, ch. 26, art. 71 (en vigueur)
EEV, 2007, ch. 8 entre en vigueur à l'expiration de la vingt-quatrième heure suivant sa sanction (sanction royale 18.04.2007)
EEV, 2017, ch. 26, art. 71 en vigueur à la sanction 12.12.2017.

Maintien des services ferroviaires, Loi de 1995 sur le — 1995, ch. 6

(Maintenance of Railway Operations Act, 1995)

Le ministre du Travail

LOI ABROGÉE, 2017, ch. 26, art. 69 (en vigueur)
EEV, 1995, ch. 6, les parties I, II et III et les annexes I, II et III en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant la sanction de la présente loi (jour de la sanction 26.03.95) voir art. 24, 46 et 68
EEV, 2017, ch. 26, art. 69 en vigueur à la sanction 12.12.2017

Maintien des services postaux, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 40

(Postal Services Continuation Act, 1987)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

LOI ABROGÉE, 2017, ch. 26, art. 65 (en vigueur)
EEV, 1987, ch. 40 (sanction : 16.10.87), la présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction mais au plus tôt douze heures après celle-ci, 17.10.87

EEV, 2017, ch. 26, art. 65 en vigueur à la sanction 12.12.2017.

Maintien des services postaux, Loi de 1991 sur le — 1991, ch. 35

(Postal Services Continuation Act, 1991)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

LOI ABROGÉE, 2017, ch. 26, art. 66 (en vigueur)
EEV, 1991, ch. 35 en vigueur 30.10.91 à 6 heures 00 minute voir TR/91-144
EEV, 2017, ch. 26, art. 66 en vigueur à la sanction 12.12.2017.

Maintien des services postaux, Loi de 1997 sur le — 1997, ch. 34

(Postal Services Continuation Act, 1997)

Le ministre du Travail

LOI ABROGÉE, 2017, ch. 26, art. 70 (en vigueur)
EEV, 1997, ch. 34 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 03.12.97) voir art. 21
EEV, 2017, ch. 26, art. 70 en vigueur à la sanction 12.12.2017.

Maison Laurier, Loi sur la — S.R.C. 1952, ch. 163

(Laurier House Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux; Le ministre du Patrimoine canadien les attributions de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux aux termes du paragraphe 2(2) (TR/97-36)

art. 2, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 52
art. 3, 1998, ch. 31, art. 54
art. 4, 1998, ch. 31, art. 53
art. 5, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 54
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67
EEV, 1998, ch. 31, art. 52 à 54 en vigueur 21.12.98 voir TR/99-4
EEV, 1990, ch. 21 en vigueur 01.01.91 voir TR/91-2

M

Maladie de Lyme, Loi sur le cadre fédéral relatif à la**— 2014, ch. 37***(Federal Framework on Lyme Disease Act)***Le ministre de la Santé (art. 2)**

Disposition générale, 2014, ch. 37, art. 6 (examen et rapport)
EEV, 2014, ch. 37, la Loi en vigueur à la sanction 16.12.2014.

Mammifères marins (permis d'observation pour la pêche du phoque), Loi concernant le Règlement sur les**— 2015, ch. 28***(Marine Mammal Regulations (seal fishery observation licence), An Act respecting the)*

EEV, 2015, ch. 28, art. 1 en vigueur à la sanction 18.06.2015; dans les 60 jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi (18.08.2015), le gouverneur en conseil apporte des modifications au Règlement sur les mammifères marins voir art. 1.

Manitoba, Loi de 1870 sur le — 1870, ch. 3 (voir aussi L.R. (1985), Appendice II, no 8)*(Manitoba Act, 1870)*

art. 1, 1877, ch. 6, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 3, refondu S.R. 1886, ch. 12, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1906. Voir 5 & 6 Geo. V (R.-U.), ch. 45, art. 1 (L.R., Appendice II, n° 23)
art. 4, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 5, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 20, abrogé, 1982 (R.-U.), ch. 11, art. 1 (ann. B, par. 53(1), ann. art. 2) (L.R., Appendice II, n° 44)
art. 25, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 27, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 28, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 29, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 30, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906
art. 31, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 32, refondu S.R. 1886, ch. 48, art. 2; S.R. 1906, ch. 99, art. 21, 22; S.R. 1927, ch. 124, art. 19, 20; abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, art. 35
art. 33, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 34, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906
art. 35, abrogé, 1875, ch. 49, art. 76
art. 36, omis de et abrogé par S.R. 1886
disposition générale, voir 34 & 35 Vict. (R.-U.), ch. 28, art. 5, 6 (L.R., Appendice II, n° 11)

Manitoba, Ressources naturelles (voir aussi Transfert des ressources naturelles)*(Manitoba Natural Resource)***Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (voir aussi TR/2018-64)**

1930, ch. 29; 1938, ch. 36; 1948, ch. 60; 1951, ch. 53

Manutention des grains à Prince Rupert, Loi sur la — 1988, ch. 1*(Prince Rupert Grain Handling Operations Act)***Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)**

EEV, 1988, ch. 1 en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (20.01.88) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Manutention des grains à Thunder Bay, Loi sur la — 1991, ch. 31*(Thunder Bay Grain Handling Operations Act)***Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)**

EEV, 1991, ch. 31 (sanction : 11.10.91) la loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction, le 12.10.91, mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Manutention des grains en Colombie-Britannique, Loi sur la — 1991, ch. 25*(British Columbia Grain Handling Operations Act)***Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)**

EEV, 1991, ch. 25, à l'exception de la partie II (art. 14 à 24), entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (date de la sanction 14.06.91) mais au plus tôt douze heures après celle-ci voir par. 25(1); partie II (art. 14 à 24) en vigueur 17.12.91 voir TR/92-3

Mariage civil, Loi sur le — 2005, ch. 33*(Civil Marriage Act)***Le ministre de la Justice et procureur général du Canada**

art. 2.1, ajouté, 2015, ch. 29, art. 4
art. 2.2, ajouté, 2015, ch. 29, art. 4
art. 2.3, ajouté, 2015, ch. 29, art. 4

M

Mariage civil, Loi sur le — 2005, ch. 33 (suite)

art. 5, 2013, ch. 30, art. 3; 2015, ch. 29, art. 5(A)
art. 6, 2013, ch. 30, art. 4
art. 7, 2013, ch. 30, art. 4
art. 8, 2013, ch. 30, art. 4
art. 9, 2013, ch. 30, art. 4
art. 10, 2013, ch. 30, art. 4
art. 11, 2013, ch. 30, art. 4
art. 12, 2013, ch. 30, art. 4
art. 13, 2013, ch. 30, art. 4
art. 14, abrogé, 2013, ch. 30, art. 4
art. 15, abrogé, 2013, ch. 30, art. 4
disposition générale, 2013, ch. 30, art. 2
EEV, 2005, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.07.2005
EEV, 2013, ch. 30, art. 2 et 3 en vigueur à la sanction 26.06.2013; art. 4 en vigueur, partout au Canada, 14.08.2013
voir TR/2013-93
EEV, 2015, ch. 29, art. 4 et 5 en vigueur à la sanction 18.06.2015.

Mariage (degrés prohibés), Loi sur le
— 1990, ch. 46

(Marriage (Prohibited Degrees) Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 2, 2005, ch. 33, art. 13
art. 3, 2005, ch. 33, art. 14
EEV, 1990, ch. 46, la présente loi entre en vigueur un an après sa sanction royale (sanctionnée le 17.12.90) ou, dans une province, à la date antérieure par décret du gouverneur en conseil à la demande de cette province *voir* art. 6
EEV, 2005, ch. 33, art. 13 et 14 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Marine Atlantique S.C.C., Loi autorisant
l'acquisition de — 1986, ch. 36

(Marine Atlantic Inc. Acquisition Authorization Act)

Le ministre des Transports

modifications corrélatives, art. 10 et 11 (*voir* L.R., ch. 28 (2^e suppl.), art. 1 et 2)
EEV, 1986, ch. 36 en vigueur 31.12.86 *voir* TR/87-25

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur
la — 2001, ch. 26

(Canada Shipping Act, 2001)

Le ministre des Transports sauf partie 5; ministre des
Pêches et des Océans (partie 5)

art. 2, 2001, ch. 26, par. 323(3), ch. 29, al. 72a) et b); 2011, ch. 15, art. 37; 2014, ch. 29, art. 58
art. 4, 2005, ch. 29, art. 15
art. 8, 2018, ch. 27, art. 688

art. 10, 2003, ch. 22, al. 224v)(A); 2018, ch. 27, art. 689
art. 10.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 105
art. 10.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 690
art. 11, 2014, ch. 29, art. 59
art. 15, abrogé, 2001, ch. 29, al. 72c)
art. 16, 2001, ch. 29, al. 72d) et e); 2012, ch. 31, art. 156
art. 16.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72f)
art. 20, 2001, ch. 29, al. 72g); 2012, ch. 31, art. 157
art. 20.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.3, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.4, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.5, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 27, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 32, 2012, ch. 31, art. 158
art. 34, 2018, ch. 27, art. 691
art. 35, 2001, ch. 29, al. 72h); 2005, ch. 29, art. 16; 2012, ch. 31, art. 159
art. 35.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 692
art. 36, 2012, ch. 31, art. 160(F)
art. 36.01, ajouté, 2017, ch. 20, art. 316
art. 36.1, ajouté, 2012, ch. 31, art. 161; 2017, ch. 20, al. 454g)
art. 40, 2017, ch. 26, art. 40
art. 40.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 693
art. 43, 2011, ch. 15, art. 38
art. 46, 2011, ch. 15, art. 39
art. 47, 2011, ch. 15, art. 40
art. 58, 2011, ch. 15, art. 41(F)
art. 75.01, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.02, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.03, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.04, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.05, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.06, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.07, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.08, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.09, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.1, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.11, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.12, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.13, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.14, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 76, 2011, ch. 15, art. 42
art. 77, 2011, ch. 15, art. 43
art. 79, 2011, ch. 15, art. 44
art. 87, 2017, ch. 26, art. 41(F)
art. 88, 2001, ch. 26, par. 323(4); 2017, ch. 26, art. 41(F)
art. 89, 2017, ch. 26, art. 41(F)
art. 90, 2017, ch. 26, art. 42(F)
art. 100, 2017, ch. 26, art. 43(F)
art. 116, 2005, ch. 29, art. 17
art. 120, 2018, ch. 27, art. 694(A)
art. 126, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 130, 2018, ch. 27, art. 695
art. 134, abrogé, 2013, ch. 28, art. 9
art. 136, 2005, ch. 29, art. 18; 2013, ch. 28, art. 10
art. 138, 2018, ch. 27, art. 696
art. 139, abrogé, 2013, ch. 28, art. 11
art. 147, 2018, ch. 27, art. 697
art. 150, 2005, ch. 2, art. 8

M

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26 (suite)

art. 153, 2005, ch. 29, art. 19
art. 163, 2005, ch. 2, art. 9
art. 165, 2005, ch. 29, art. 21; 2018, ch. 27, art. 698
art. 167, 2005, ch. 29, art. 22
art. 167.1, ajouté, 2014, ch. 29, art. 60
art. 167.2, ajouté, 2014, ch. 29, art. 60
art. 167.3, ajouté, 2014, ch. 29, art. 60
art. 167.4, ajouté, 2014, ch. 29, art. 60
art. 168, 2014, ch. 29, art. 61
art. 168.01, ajouté, 2014, ch. 29, art. 62
art. 168.1, ajouté, 2014, ch. 29, art. 63
art. 168.2, ajouté, 2014, ch. 29, art. 63
art. 168.3, ajouté, 2014, ch. 29, art. 63; 2018, ch. 27, art. 699
art. 171.1, ajouté, 2014, ch. 29, art. 64
art. 174, 2005, ch. 29, art. 23
art. 174.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23; 2018, ch. 27, art. 700
art. 175, 2005, ch. 29, art. 23; abrogé, 2014, ch. 29, art. 66
art. 175.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23; 2018, ch. 27, art. 701
art. 176, 2005, ch. 29, art. 24(A); 2014, ch. 29, art. 67
art. 177, 2005, ch. 29, art. 25
art. 179, 2005, ch. 29, art. 26
art. 180, 2005, ch. 29, art. 27; 2018, ch. 27, art. 702
art. 180.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 703
art. 180.2, ajouté, 2018, ch. 27, art. 703
art. 181, 2014, ch. 29, art. 68; 2018, ch. 27, art. 704
art. 181.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 705
art. 182, 2014, ch. 29, art. 69
art. 183, 2005, ch. 29, art. 28; 2014, ch. 29, art. 70
art. 184, 2014, ch. 29, art. 71
art. 185, 2005, ch. 29, art. 29; 2018, ch. 27, art. 706
art. 189, 2005, ch. 29, art. 30
art. 190, 2018, ch. 27, art. 707(A)
art. 194, 2005, ch. 29, art. 31
art. 207, 2015, ch. 3, art. 24(F)
art. 210, 2005, ch. 29, art. 32; 2014, ch. 29, art. 72
art. 211, 2014, ch. 29, art. 73
art. 228, 2014, ch. 29, art. 74
art. 229, 2001, ch. 29, al. 72*i*) et *j*)
art. 230, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 231, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 231.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 231.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 231.3, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 232, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 232.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 232.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 234, 2001, ch. 29, al. 72*l*)
art. 235, 2001, ch. 29, al. 72*m*)
art. 239, 2001, ch. 29, al. 72*n*) et *o*)
art. 243, 2018, ch. 27, art. 708
art. 244, 2001, ch. 29, al. 72*p*); 2014, ch. 29, art. 75; 2018, ch. 27, art. 709
art. 246, 2015, ch. 3, art. 25(F)
art. 250, 2001, ch. 26, par. 324(7)
art. 251, 2002, ch. 8, art. 195
art. 252, 2005, ch. 29, art. 33; 2014, ch. 29, art. 76
art. 259, 2015, ch. 3, art. 26(A)
art. 264, 2015, ch. 3, art. 27
art. 268.1, 2014, ch. 29, art. 77; 2018, ch. 27, art. 710
art. 272, 2015, ch. 3, art. 28(F)

annexe, 1, DORS/2007-109; DORS/2009-154
 dispositions de coordination, 2001, ch. 26, par. 323(3) et (4) et 324(7)
 dispositions de coordination, 2001, ch. 29, art. 72
 dispositions de coordination, 2002, ch. 8, art. 195
 disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
 disposition de coordination, 2018, ch. 27, art. 712
 disposition générale, 2005, ch. 29, art. 20
 dispositions générales, 2012, ch. 31, art. 162 et 163 (services rendus par les sociétés de classification) et 164 (application des règlements)
 disposition générale, 2014, ch. 29, art. 65
 disposition transitoire, 2018, ch. 27, art. 711
 EEV, 2001, ch. 26
 — art. 319, 322 à 324, 331 et 332 en vigueur à la sanction 01.11.2001;
 — art. 325 à 330 entrent en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la sanction (sanctionnée le 01.11.2001) *voir* par. 334(2), en vigueur 30.01.2002;
 — art. 1 à 270, par. 271(1) et (3) et art. 272 à 318, 321 et 333 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
 — par. 271(2) et art. 320 abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2011 *voir* 2008, ch. 20, art. 3
 EEV, 2001, ch. 29, art. 72 en vigueur à la sanction 18.12.2001
 EEV, 2002, ch. 8, art. 195 en vigueur à la sanction 27.03.2002
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 15, art. 105 abrogé avant son entrée en vigueur le 31.12.2015 *voir* 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*). *Voir aussi Gazette du Canada, Partie I*, n° 11, 12.03.2016, p. 744.
 EEV, 2005, ch. 2, art. 8 et 9 en vigueur à la sanction 24.02.2005
 EEV, 2005, ch. 29, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 15 à 33 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-95
 EEV, 2008, ch. 20 (sanction: 18.06.2008), art. 3 en vigueur 18.06.2010.
 EEV, 2011, ch. 15, art. 37 à 44 en vigueur à la sanction 26.06.2011
 EEV, 2012, ch. 31, art. 156 à 159 et 161 en vigueur à la sanction 14.12.2012;
 — art. 160 et 162 réputés être entrés en vigueur 01.07.2007 *voir* par. 165(1);
 — par. 163(3) réputé être entré en vigueur 31.03.2004 *voir* par. 165(2);
 — par. 163(1) et (2) et art. 164 réputés être entrés en vigueur 01.01.1999 *voir* par. 165(3)
 EEV, 2013, ch. 28 (sanction : 19.06.2013), art. 9 à 11 en vigueur 01.12.2013 *voir* TR/2013-124
 EEV, 2014, ch. 29, art. 58, 59, 63 à 68, par. 70(4), 71(1), (3) et (5) à (9) et art. 72 à 77 en vigueur à la sanction 09.12.2014; art. 60 à 62, 69, par. 70(1) à (3) et 71(2) et (4) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 79 – Non en vigueur.
 EEV, 2015, ch. 3, art. 24 à 28 en vigueur à la sanction 26.02.2015.
 EEV, 2017, ch. 20, art. 316 et 454 en vigueur à la sanction 22.06.2017.

M

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26 (suite)

EEV, 2017, ch. 26, art. 40 à 43 en vigueur à la sanction 12.12.2017.
 EEV, 2018, ch. 27, art. 688 à 712 en vigueur à la sanction 13.12.2018

Marine marchande du Canada, Loi sur la**— L.R. (1970), ch. S-9***(Shipping Act, Canada)***Le ministre des Transports**

art. 360, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
art. 361, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
 EEV, 1998, ch. 16, art. 34 en vigueur 31.10.98 voir TR/98-111

Marquage des bois, Loi sur le**— L.R. (1985), ch. T-11***(Timber Marking Act)***Le ministre de l'Industrie (1995, ch. 1, par. 62(3))**

LOI ABROGÉE, 2017, ch. 33, art. 227 (en vigueur)
 EEV, 2017, ch. 33 (sanction : 14.12.2017), art. 227 réputé en vigueur 01.07.2017 voir art. 229.

Marques de commerce, Loi sur les**— L.R. (1985), ch. T-13***(Trade-marks Act)*

Le ministre de l'Industrie voir art. 62; le ministre de l'Industrie désigné comme ministre chargé de l'application des articles 11.11 à 11.24 (TR/2017-56); le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile pour l'application des articles 51.03 à 51.12 et 53 à 53.3 voir respectivement art. 51.02 et 52

Titre intégral, 2014, ch. 20, art. 317(A)**art. 1**, 2014, ch. 20, art. 318(A)

art. 2, 1993, ch. 15, art. 57, ch. 44, art. 225, al. 236(1)b); 1994, ch. 47, art. 190; 2014, ch. 20, art. 319 et 369, ch. 32, art. 7 et 53; 2017, ch. 6, art. 60; 2018, ch. 27, art. 214(F)

art. 2.1, ajouté, 2014, ch. 20, art. 320**art. 4**, 2014, ch. 32, art. 53 et al. 54a)(F)**art. 5**, 2014, ch. 32, art. 53**art. 6**, 2014, ch. 20, art. 321, ch. 32, art. 8 et 53

art. 7, 2014, ch. 20, al. 363a)(F), ch. 32, art. 10 et 53 et al. 56a)(F)

art. 8, 2014, ch. 32, art. 53 et al. 54b)(F)

art. 9, 1990, ch. 14, art. 8; 1993, ch. 15, art. 58, ch. 44, art. 226, al. 236(1)c) et d); 1994, ch. 47, art. 191; 1999, ch. 31, art. 209(F); 2007, ch. 26, art. 6; 2014, ch. 20, art. 323 et al. 363b)(F), ch. 32, art. 11 et 53 et al. 56b)(F); 2018, ch. 27, art. 215

art. 10, 2014, ch. 20, art. 324, ch. 32, art. 12 et 53**art. 10.1**, ajouté, 1990, ch. 20, art. 79**art. 11**, 2014, ch. 20, art. 325, ch. 32, art. 13**art. 11.01**, ajouté, 2018, ch. 27, art. 216

art. 11.1, ajouté, 1990, ch. 20, art. 80; 2014, ch. 20, al. 363c)(F), ch. 32, al. 56c)(F)

art. 11.11, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2017, ch. 6, art. 61**art. 11.12**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2017, ch. 6, art. 61

art. 11.13, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2017, ch. 6, art. 62; 2018, ch. 27, art. 217

art. 11.14, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363d)(F), ch. 32, al. 56d)(F); 2017, ch. 6, art. 63

art. 11.15, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363e)(F), ch. 32, al. 56e)(F); 2017, ch. 6, art. 64

art. 11.16, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363f)(F), ch. 32, et al. 56f)(F); 2017, ch. 6, art. 64

art. 11.17, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2001, ch. 27, art. 271; 2014, ch. 20, al. 363g)(F), ch. 32, art. 53(F) et al. 56g)(F); 2017, ch. 6, art. 64

art. 11.18, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; DORS/2004-85, art. 1; 2014, ch. 20, al. 363h)(F), ch. 32, et al. 56h)(F); 2017, ch. 6, art. 65

art. 11.19, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363i)(F), ch. 32, art. 14(F); 2017, ch. 6, art. 66

art. 11.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363j)(F), ch. 32, et al. 56i)(F); 2017, ch. 6, art. 67

art. 11.21, ajouté, 2017, ch. 6, art. 67**art. 11.22**, ajouté, 2017, ch. 6, art. 67**art. 11.23**, ajouté, 2017, ch. 6, art. 67**art. 11.24**, ajouté, 2017, ch. 6, art. 67

art. 12, 1990, ch. 20, art. 81; 1993, ch. 15, art. 59(F); 1994, ch. 47, art. 193; 2007, ch. 25, art. 14; 2014, ch. 20, art. 326, ch. 32, art. 15 et 53; 2017, ch. 6, art. 68; 2018, ch. 27, art. 231 et 236

art. 13, abrogé, 2014, ch. 20, art. 327, abrogé, ch. 32, art. 16 et 53

art. 14, 1994, ch. 47, art. 194; abrogé, 2014, ch. 20, art. 328**art. 15**, 2014, ch. 20, art. 328, ch. 32, art. 17

art. 16, 1994, ch. 47, art. 195; 2014, ch. 20, art. 330, ch. 32, art. 18 et 53 et al. 55a)(A)

art. 17, 2014, ch. 20, al. 363k)(F), ch. 32, al. 56j)(F)**art. 18**, 2014, ch. 32, art. 19; 2018, ch. 27, art. 218**art. 18.1**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 331, ajouté, ch. 32, art. 20**art. 19**, 1993, ch. 15, art. 60; 2014, ch. 32, art. 53

art. 20, 1994, ch. 47, art. 196; 2014, ch. 20, art. 332 et al. 363l)(F), ch. 32, art. 22 et 53 et al. 56k)(F) 2017, ch. 6, art. 69

art. 21, 2014, ch. 20, art. 333(A), ch. 32, al. 55b)(A)**art. 22**, 2014, ch. 32, art. 23 et 53**art. 23**, 2014, ch. 20, art. 334, ch. 32, art. 24 et 53**art. 24**, 2014, ch. 20, art. 335(F), ch. 32, art. 25(F) et 53**art. 25**, 2014, ch. 20, art. 336, ch. 32, art. 26 et 53

art. 26, 1993, ch. 15, art. 61, ch. 44, art. 227, al. 236(1)e) et f); 2014, ch. 20, art. 337, ch. 32, art. 27

art. 28, 1993, ch. 15, art. 62, ch. 44, art. 228, par. 236(2); 2014, ch. 20, art. 338, ch. 32, art. 28; abrogé, 2018, ch. 27, art. 255

art. 29, 1993, ch. 15, art. 63, ch. 44, art. 229, al. 236(1)g); 1994, ch. 47, art. 197; 2014, ch. 32, art. 28; 2018, ch. 27, art. 256

art. 29.1, ajouté, 2014, ch. 32, art. 28

art. 30, 1993, ch. 15, art. 64, ch. 44, art. 230, al. 236(1)h); 1994, ch. 47, art. 198; 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 29 et 53

M

Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (suite)

art. 30.1, ajouté, 2014, ch. 32, art. 30
art. 31, 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 31
art. 32, 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 31 et 53 et al. 56*l*(F); 2018, ch. 27, art. 232 et 237
art. 33, 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 32
art. 34, 1992, ch. 1, art. 133; 1993, ch. 15, par. 65(1), (2) et (4); 1994, ch. 47, art. 199; 2014, ch. 20, art. 340, ch. 32, art. 33 et 53
art. 35, 2014, ch. 32, art. 53
art. 36, 2014, ch. 20, art. 341
art. 36.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 219
art. 37, 2014, ch. 20, art. 342, ch. 32, art. 34
art. 38, 1992, ch. 1, art. 134; 1993, ch. 15, par. 66(2); 2014, ch. 20, art. 343, ch. 32, art. 35; 2018, ch. 27, art. 220 et 233
art. 38.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 221
art. 39, 1993, ch. 15, art. 67; 2014, ch. 20, art. 344; 2018, ch. 27, art. 234 et 235
art. 39.1, ajouté, 2014, ch. 32, art. 36; 2018, ch. 27, art. 238
art. 40, 1993, ch. 15, art. 68, ch. 44, art. 231, al. 236(1)*i*; 1999, ch. 31, art. 210(F); 2014, ch. 20, art. 345, ch. 32, art. 37 et 53
art. 41, 2014, ch. 20, art. 346, ch. 32, art. 38 et 53
art. 42, abrogé, 2014, ch. 20, art. 347
art. 44.1, ajouté, 2014, ch. 20, art. 348
art. 45, 1993, ch. 44, art. 232; 1994, ch. 47, art. 200; 2014, ch. 20, art. 349, ch. 32, art. 39 et 53; 2018, ch. 27, art. 222
art. 45.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 223
art. 46, 1992, ch. 1, art. 135; 2014, ch. 20, art. 350
art. 46.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 224
art. 47.1, ajouté, 2014, ch. 20, art. 351
art. 48, 2014, ch. 20, art. 352, ch. 32, art. 40 et 53
art. 49, 2014, ch. 20, art. 353, ch. 32, art. 41
art. 50, 1993, ch. 15, art. 69, ch. 44, art. 233, al. 236(1)*j*; 1999, ch. 31, art. 211(F); 2014, ch. 32, art. 53
art. 51, 1996, ch. 8, al. 32(1)*r*)
art. 51.01, ajouté, 2014, ch. 32, art. 42
art. 51.02, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, art. 70
art. 51.03, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, art. 71
art. 51.04, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, art. 72
art. 51.05, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, al. 78*a*)
art. 51.06, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, art. 73 et al. 78*a*) et 79*a*)(A)
art. 51.07, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43
art. 51.08, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, al. 78*b*)
art. 51.09, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, al. 78*b*) et 79*b*)(A)
art. 51.1, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43
art. 51.11, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, al. 78*c*)
art. 51.12, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, al. 78*d*)
art. 51.13, ajouté, 2015, ch. 36, art. 66; 2018, ch. 27, art. 257
art. 52, 1993, ch. 44, art. 234; 2005, ch. 38, al. 142*j*) et par. 145(2)*j*), 2014, ch. 32, art. 44
art. 53, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 53; 2018, ch. 23, art. 17
art. 53.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 53; 2018, ch. 23, art. 18
art. 53.2, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 45 et 53; 2018, ch. 27, art. 225
art. 53.3, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 45 et 53
art. 55, 2014, ch. 32, art. 46

art. 56, 2018, ch. 27, art. 226
art. 57, 2014, ch. 20, art. 354, ch. 32, art. 47
art. 60, 1993, ch. 44, art. 235, al. 236(1)*j*) et par. 238(4); 2014, ch. 32, art. 48
art. 61, 2002, ch. 8, art. 177; 2014, ch. 20, art. 355; 2017, ch. 6, art. 74
art. 62, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)*x*)
art. 63, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)*x*) et par. 62(2); 2014, ch. 20, art. 370
art. 64, 2014, ch. 20, art. 356, ch. 32, art. 49
art. 65, 1993, ch. 15, art. 70; 1994, ch. 47, art. 201; 2014, ch. 20, art. 357, ch. 32, art. 50; 2015, ch. 36, art. 67; 2014, ch. 20, par. 367(85); 2018, ch. 27, art. 227 et 258
art. 65.1, 2014, ch. 20, art. 358
art. 65.2, ajouté, 2017, ch. 6, art. 75
art. 65.3, ajouté, 2018, ch. 27, art. 228
art. 66, 2015, ch. 36, art. 68
art. 67, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71
art. 68, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71
art. 68.1, ajouté, 2017, ch. 6, art. 76
art. 68.2, ajouté, 2018, ch. 27, art. 229
art. 69, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71; 2014, ch. 20, art. 359 (avant modification), ch. 32, art. 51, abrogé, ch. 32, art. 52, ch. 20, art. 358.1 et al. 367(88)*a*) et *b*), abrogé, ch. 20, art. 358.2
art. 69.1, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359 et al. 367(88)*c*)
art. 70, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359, ajouté, ch. 32, art. 51, ch. 20, al. 367(88)*a*) et *c*); 2015, ch. 36, art. 69; 2018, ch. 27, art. 230
art. 71, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359, ajouté, ch. 32, art. 51, ch. 20, al. 367(88)*a*) et *c*)
art. 72, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359, ajouté, ch. 32, art. 51, ch. 20, al. 367(88)*a*) et *c*)
art. 73, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359 et al. 367(88)*c*)
annexe, ajoutée, 2017, ch. 6, art. 77
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition de coordination, 2014, ch. 20, par. 367(1) à (103)
disposition de coordination, 2017, ch. 6, art. 134
disposition de coordination, 2018, ch. 23, art. 49
disposition de coordination, 2018, ch. 27, art. 239 à 241 et 261 à 263
disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3)
dispositions générales, 2014, ch. 20, art. 322, 329, 360 (*remplacer* « marchandises »), 361 (*remplacer* « trade-mark(s) et Trade-mark(s)(A) »), 362 (*remplacer* « trade-name(A) ») et 366 (terminologie)
dispositions générales, 2014, ch. 32, art. 9, 53 (*remplacer* « marchandises »), 54(F) (*remplacer* « colis »), 55(A) (*remplacer* « date of filing ») et 56(F) (*remplacer* « utiliser » ...)
disposition générale, 2017, ch. 6, art. 76 (intertitre)
dispositions transitoires, 1993, ch. 44, al. 236(2) à 238(3)
disposition transitoire, 2014, ch. 32, art. 57
dispositions transitoires, 2017, ch. 6, art. 76
EEV, ch. 14, art. 8 en vigueur 12.06.90
EEV, 1990, ch. 20, art. 79-81 en vigueur 01.08.90 voir TR/90-90
EEV, 1992, ch. 1, art. 133 à 135, art. 145, ann. VIII, art. 30(F) en vigueur à la sanction 28.02.92

M

Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (suite)

EEV, 1993, ch. 15, art. 57 à 64 et 67 à 71 en vigueur 09.06.93 voir TR/93-84; art. 65 et 66 en vigueur 15.01.94 voir TR/94-224

EEV, 1993, ch. 44, art. 225 à 238 en vigueur 01.01.94 voir TR/94-1

EEV, 1994, ch. 47, art. 190 à 201 en vigueur 01.01.96 voir TR/96-1

EEV, 1995, ch. 1, art. 62 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48

EEV, 1996, ch. 8, art. 32 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69

EEV, 1999, ch. 31, art. 209 à 211 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2001, ch. 27, art. 271 en vigueur 28.06.2002 voir TR/2002-97

EEV, 2002, ch. 8, art. 177 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109

EEV, DORS/2004-85, par. 1(3) et (4) en vigueur 22.04.2004, par. 1(2) en vigueur 31.12.2008, et par. 1(1) en vigueur 31.12.2013 voir art. 2

EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 142 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119

EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), art. 14 en vigueur 17.12.2007 voir TR/2007-117

EEV, 2007, ch. 26 (sanction : 22.06.2007), art. 6 en vigueur 31.01.2008 voir TR/2008-18

EEV, 2014, ch. 20, art. 367, 369 et 370 en vigueur à la sanction 19.06.2014;

- art. 317 à 358, 359 à 362 et 366 en vigueur 17.06.2019 voir TR/2018-100 et par. 368(1), tel que modifié par al. 367(88)d) ; mais;
- par. 319(3) et art. 332 abrogés avant leur entrée en vigueur voir respectivement par. 367(5) et (29);
- art. 358.1, ajouté par al. 367(88)b), en vigueur 05.10.2018 voir TR/2018-94;
- art. 358.2, ajouté par al. 367(88)b), en vigueur 18.06.2019 voir TR/2018-100 et par. 368(2), tel que modifié par al. 367(88)d);
- art. 358.3 ajouté par al. 367(88)b); [Remarque : art. 358.3 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2017, ch. 6, par. 134(9)];
- art. 359, tel que modifié, voir al. 367(88)c);
- art. 363 abrogé avant son entrée en vigueur voir par. 367(100).

EEV, 2014, ch. 32, par. 7(1) et (4), art. 10, 11 et 14, par. 15(2), art. 19, 22, 25 et 26, par. 37(2), art. 42, 45, 46, 53, 54 et 56 en vigueur à la sanction 09.12.2014;

- par. 7(3), art. 23, 48 et 57 en vigueur 17.06.2019 voir TR/2018-100;
- par. 7(6), art. 43 et 44 en vigueur 01.01.2015 voir TR/2014-107;
- [Remarque : art. 21 supprimé avant la sanction royale.]
- art. 27 et 28 en vigueur 05.10.2018 voir TR/2018-94;
- par. 50(3) en vigueur 05.11.2018 voir TR/2018-49 mais abrogé à son entrée en vigueur voir 2014, ch. 20, par. 367(85);
- art. 51 et 52 abrogés avant leur entrée en vigueur voir 2014, ch. 20, par. 367(87) et al. (88)a);
- par. 7(2) et (5), art. 8, 9, 12 et 13, par. 15(1), (3) et (4), art. 16 à 18, 20, 24 et 29 à 36, par. 37(1) et (3), art. 38 à 41, 47 et 49, par. 50(1) et (2) et art. 55 entrent en vigueur à la

date ou aux dates fixées par décret voir par. 63(1) – Non en vigueur

- par. 12(3), édicté par 2014, ch. 32, par. 15(4), modifié par 2018, ch. 27, art. 236;
- al. 32(1)a), édicté par 2014, ch. 32, art. 31, modifié par 2018, ch. 27, art. 237;
- al. 39.1(1)a) et b), édicté par 2014, ch. 32, art. 36, modifié par 2018, ch. 27, art. 238.

EEV, 2015, ch. 36, art. 70 en vigueur à la sanction 23.06.2015;

- art. 66 en vigueur 24.06.2016 voir par. 72(5);
- art. 67 et par. 69(2) en vigueur 17.06.2019 voir TR/2018-100 et par. 72(3);
- art. 68 en vigueur 05.11.2018 voir TR/2018-49;
- par. 69(1) en vigueur 17.06.2019 voir par. 72(6) et TR/2018-100.

EEV, 2017, ch. 6, s. 134 en vigueur à la sanction 16.05.2017; art. 60 à 79 en vigueur 21.09.2017 voir TR/2017-47.

EEV, 2018, ch. 23, art. 49 en vigueur à la sanction 25.10.2018; art. 17 et 18 en vigueur 30.12.2018 voir TR/2018-101 et son décret modifiant TR/2018-108

EEV, 2018, ch. 27, art. 218, 231 à 241, par. 258(2) art. 261 à 263 et par. 276(2) en vigueur à la sanction 13.12.2018;

- art. 214 entre en vigueur dès le premier jour où l'art. 340 de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2014* et l'art. 33 de la *Loi visant à combattre la contrefaçon de produits* sont tous deux en vigueur ou, si elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi voir par. 242(1) – Non en vigueur;
- art. 215 à 217, 219, 221 à 223 et 225 à 228 entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date visée au par. 368(1) de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2014* voir par. 242(2) – Non en vigueur;
- art. 220, 224, 229 et 230 entrent en vigueur à la date visée au par. 368(1) de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2014* ou, si elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi voir par. 242(3) – Non en vigueur;
- art. 255 à 257 et par. 258(1) entrent en vigueur à la date fixée par décret voir al. 264(b) – Non en vigueur.

Marques olympiques et paralympiques, Loi sur les — 2007, ch. 25

(*Olympic and Paralympic Marks Act*)

Le ministre de l'Industrie

art. 3, 2017, ch. 6, art. 130

art. 5, 2014, ch. 20, art. 364, ch. 32, art. 61

ann. 2, 2007, ch. 25, art. 13; DORS/2009-332

ann. 3, 2007, ch. 25, art. 13

disposition de coordination, 2014, ch. 20, art. 367

dispositions générales, 2014, ch. 20, art. 365 (remplace « wares » et 366 (terminologie))

disposition générale, 2014, ch. 32, art. 62 (remplacer « marchandises » par « produits »)

EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), la loi, à l'exception de l'art. 13, en vigueur 17.12.2007 voir TR/2007-117; art. 13 en vigueur 30.12.2010 voir par. 15(2)

M

Marques olympiques et paralympiques, Loi sur les — 2007, ch. 25 (suite)

EEV, 2014, ch. 20, art. 367 en vigueur à la sanction 19.06.2014; art. 364 à 366 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 368 – Non en vigueur.

EEV, 2014, ch. 32, art. 61 et 62 en vigueur à la sanction 09.12.2014.

EEV, 2017, ch. 6 (sanction : 16.05.2017), art. 130 en vigueur 21.09.2017 *voir* TR/2017-47.

Meaford, Havre de (1866, ch. 78) — 1907-08, ch. 46

(*Meaford Harbour (1866, c. 78)*)

Le ministre des Transports

Médaille canadienne du maintien de la paix, Loi sur la — 1997, ch. 31

(*Canadian Peacekeeping Service Medal Act*)

Le ministre de la Défense nationale

art. 7, 2005, ch. 10, art. 12

art. 8, 1999, ch. 31, art. 40(F); 2000, ch. 12, art. 69

EEV, 1997, ch. 31 en vigueur à la sanction 25.04.97

EEV, 1999, ch. 31, art. 40 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2000, ch. 12, art. 69 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76

EEV, 2005, ch. 10, art. 12 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

Médiation en matière d'endettement agricole, Loi sur la — 1997, ch. 21

(*Farm Debt Mediation Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

art. 2, 1999, ch. 28, art. 161; 2015, ch. 2, art. 141

art. 7, 2015, ch. 2, art. 142

art. 9, 2015, ch. 2, art. 143

art. 10, 2015, ch. 2, art. 144

art. 13, 2015, ch. 2, art. 145

art. 14, 2015, ch. 2, art. 146

art. 19, 2015, ch. 2, art. 147

art. 21, 2015, ch. 2, art. 148

art. 24, 2015, ch. 2, art. 149

art. 25, 2015, ch. 2, art. 150

art. 26, 2015, ch. 2, art. 151(A)

art. 28, 2015, ch. 2, art. 152

EEV, 1997, ch. 21 en vigueur 01.04.98 *voir* TR/98-52

EEV, 1999, ch. 28, art. 161 en vigueur 28.06.99 *voir* TR/99-70

EEV, 2015, ch. 2 (sanction : 25.02.2015), art. 141 à 147 et 149 à 152 en vigueur 27.02.2015 *voir* TR/2015-17;

— art. 148 en vigueur 17.12.2016 *voir* TR/2016-72.

Mesures d'aide liées au coût de l'énergie, Loi sur les — 2005, ch. 49

(*Energy Costs Assistance Measures Act*)

Le ministre des Finances

art. 3, 2005, ch. 49, art. 11; 2012, ch. 19, al. 694b); 2013, ch. 40, al. 238(1)e)

disposition de coordination, 2005, ch. 49, art. 11

EEV, 2005, ch. 49 en vigueur à la sanction 25.11.2005

EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 694b) en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17

EEV, 2013, ch. 40, al. 238(1)e) en vigueur à la sanction 12.12.2013

Mesures de réformes équitables concernant les réfugiés, Loi sur des — 2010, ch. 8 *voir* Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

(*Balanced Refugee Reform Act*)

Mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes, Loi sur les --- 2005, ch. 21

Voir : Bien-être des vétérans, Loi sur le

(*Canadian Forces Members and Veterans Re-establishment and Compensation Act*)

Mesures de transparence dans le secteur extractif, Loi sur les — 2014, ch. 39, art. 376

(*Extractive Sector Transparency Measures Act*)

Le ministre des Ressources naturelles (TR/2015-39)

EEV, 2014, ch. 39, art. 376 (art. 1 à 30), la loi en vigueur 01.06.2015 *voir* TR/2015-43.

Mesures d'urgence, Loi sur les — L.R. (1985), ch. 22 (4^e suppl.)

(*Emergencies Act*)

Le ministre de la Défense nationale

art. 4, 2001, ch. 27, art. 248

art. 30, 1992, ch. 49, art. 125; 2001, ch. 27, art. 249

art. 52, 1993, ch. 34, art. 61; 2002, ch. 8, al. 182(1)m)

EEV, L.R., ch. 22 (4^e suppl.) loi en vigueur 21.07.88

EEV, 1992, ch. 49, art. 125 en vigueur 01.02.93 *voir* TR/93-16

EEV, 1993, ch. 34, art. 61 en vigueur à la sanction 23.06.93

EEV, 2001, ch. 27, art. 248 et 249 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97

M

Mesures d'urgence, Loi sur les — L.R. (1985), ch. 22 (4^e suppl.) (suite)

EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109

Mesures économiques spéciales, Loi sur les — 1992, ch. 17

(*Special Economic Measures Act*)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 4, 2017, ch. 21, art. 17

art. 5, 2001, ch. 4, art. 120

art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)z.2)

art. 9, 2002, ch. 22, art. 396

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

EEV, 1992, ch. 17 en vigueur à la sanction 04.06.92

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65

EEV, 2001, ch. 4, art. 120 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

EEV, 2002, ch. 22, art. 396 en vigueur 01.07.2003 voir TR/2003-47

EEV, 2017, ch. 21, art. 17 en vigueur à la sanction 18.10.2017

Mesures extraterritoriales étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-29

(*Foreign Extraterritorial Measures Act*)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

Titre intégral, 1996, ch. 28, art. 1

art. 2, 1996, ch. 28, art. 2

art. 2.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 3

art. 3, 1996, ch. 28, art. 4

art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)m); 1996, ch. 28, art. 5(F); 1997, ch. 18, art. 127(F)

art. 7, 1996, ch. 28, art. 6

art. 7.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7

art. 8, 1996, ch. 28, art. 7

art. 8.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 86(F)

art. 9, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 87

art. 10, 1996, ch. 28, art. 7

annexe, ajouté, 1996, ch. 28, art. 8, ann.

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65

EEV, 1996, ch. 28, art. 1 à 8 en vigueur 01.01.97 voir TR/97-7

EEV, 1997, ch. 18, art. 127(F) en vigueur 16.06.97 voir TR/97-68

EEV, 2001, ch. 4, art. 86 et 87 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15

(*Special Import Measures Act*)

Le ministre des Finances; le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile voir 2005, ch. 38,

art. 132 et par. 145(2) sauf partie I.1 et partie II, le ministre du Commerce international voir par. 77.01(1) et 77.1(1)

art. 2, ch. 23 (1^{er} suppl.), art. 1; ch. 1 (2^e suppl.), art. 197; par. 213(3), ann. III, n^o 8; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(1) et (2); 1988, ch. 65, art. 23; 1993, ch. 44, art. 201; 1994, ch. 13, al. 7(1)j); 1994, ch. 47, art. 144, 185(1)a) et b); 1999, ch. 12, art. 1, ch. 17, art. 180, al. 183(1)a), b), c), (2)a) (A); 2000, ch. 12, art. 291; 2001, ch. 25, art. 91; 2005, ch. 38, art. 132, al. 134a) à c), al. 135a)(A) et al. 145(2)i); 2010, ch. 12, art. 1782; 2014, ch. 20, art. 428; 2016, ch. 7, art. 192; 2017, ch. 20, art. 68

art. 3, 1994, ch. 47, art. 145, al. 185(2)a)(A); 1999, ch. 12, art. 2; 2017, ch. 20, art. 69

art. 4, 1988, ch. 65, art. 25; 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1)d); 2005, ch. 38, al. 134d)

art. 5, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1)e); 2005, ch. 38, al. 134e)

art. 6, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 12, al. 52a)(A), ch. 17, al. 183(1)f); 2005, ch. 38, al. 134f); 2017, ch. 20, art. 70

art. 7, 1994, ch. 47, art. 147, al. 185(1)c); 1999, ch. 17, al. 183(1)g); 2005, ch. 38, al. 134g)

art. 7.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 148

art. 7.2, ajouté, 2016, ch. 7, art. 193

partie I, ajoutée, 1988, ch. 65, art. 24

art. 8, ch. 1 (2^e suppl.), art. 198; 1988, ch. 65, art. 26; 1993, ch. 44, art. 202; 1994, ch. 47, art. 149, al. 185(2)b)(A) et c) (A); 1997, ch. 14, art. 88; 1999, ch. 12, art. 3 et al. 52b)(A), ch. 17, al. 183(1)h), i) et 184a) et b); 2001, ch. 25, art. 92; 2005, ch. 38, al. 134h); 2016, ch. 7, art. 194

art. 9, 1988, ch. 65, art. 27; 1990, ch. 8, art. 69; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)

art. 9.01, ajouté, 1993, ch. 44, art. 204

art. 9.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28

art. 9.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1)i); 2005, ch. 38, al. 134i); 2017, ch. 20, art. 71

art. 9.21, ajouté, 1993, ch. 44, art. 205; 1999, ch. 17, al. 183(1)k); 2005, ch. 38, al. 134j); 2017, ch. 20, art. 72

art. 9.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1)l); 2005, ch. 38, al. 134k); 2017, ch. 20, art. 73

art. 9.4, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1993, ch. 44, art. 206; 1999, ch. 12, art. 4

art. 10, 1999, ch. 17, al. 183(1)m); 2005, ch. 38, al. 134l)

art. 11, ch. 1 (2^e suppl.), art. 199; 1994, ch. 47, art. 150; 1999, ch. 17, al. 183(1)n); 2001, ch. 25, art. 93

art. 12, 1988, ch. 65, art. 29; 1990, ch. 8, art. 70; 1993, ch. 44, art. 207; 1999, ch. 12, art. 5, ch. 17, al. 183(1)o) et al. 184c); 2002, ch. 8, art. 169(A) et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134m)

art. 13.1, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 200; 1988, ch. 65, art. 30; abrogé, 2001, ch. 25, art. 94

art. 13.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 151; 1999, ch. 12, art. 6, ch. 17, al. 183(1)p), q), (3)a)(F) et al. 184d); 2001, ch. 25, art. 95; 2005, ch. 38, al. 134n) et al. 136a)(F); 2017, ch. 20, art. 74

art. 14, 1997, ch. 14, art. 89

art. 15, 1999, ch. 17, al. 183(1)r); 2005, ch. 38, al. 134o)

art. 16, 1994, ch. 47, art. 153; 1999, ch. 17, al. 183(1)s) et i); 2005, ch. 38, al. 134p) et q); 2017, ch. 20, art. 75

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

art. 17, 1994, ch. 47, art. 154; 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*; 2005, ch. 38, al. 134*r*)

art. 18, 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*; 2005, ch. 38, al. 134*r*)

art. 19, 1994, ch. 47, art. 155; 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*; 2005, ch. 38, al. 134*r*)

art. 20, 1994, ch. 47, art. 156; 1999, ch. 12, art. 7, ch. 17, al. 183(1)*u*) et al. 184*e*; 2002, ch. 19, art. 16; 2004, ch. 38, al. 134*r*)

art. 21, 1999, ch. 12, art. 8

art. 23.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 157

art. 25, 1994, ch. 47, art. 158; 1999, ch. 17, al. 183(1)*v*; 2005, ch. 38, al. 134*s*)

art. 26, 1999, ch. 12, art. 9

art. 27, 1999, ch. 12, art. 10

art. 29, 1999, ch. 17, al. 183(1)*w*; 2005, ch. 38, al. 134*t*)

art. 30, 1999, ch. 12, art. 11

art. 30.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 12; 2016, ch. 7, art. 195; abrogé, 2017, ch. 20, art. 76

art. 30.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 13(A), ch. 17, al. 183(1)*x*) et 184*f*(A); 2005, ch. 38, al. 134*u*)

art. 30.3, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 14, ch. 17, al. 183(1)*y*) et al. 184*g*; 2005, ch. 38, al. 134*v*)

art. 30.4, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*; 2005, ch. 38, al. 134*w*)

art. 31, 1994, ch. 47, art. 160; 1999, ch. 12, art. 15, ch. 17, al. 183(1)*z*.1); 2005, ch. 38, al. 134*x*)

art. 31.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 161; 1999, ch. 17, art. 181, al. 183(1)*z*.2); 2005, ch. 38, al. 134*y*)

art. 32, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(3); 1994, ch. 47, art. 162; 1999, ch. 12, art. 16, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et al. 184*h*; 2005, ch. 38, al. 134*z*)

art. 33, 1994, ch. 47, art. 163; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.3); 2005, ch. 38, al. 134*z*)

art. 34, 1994, ch. 47, art. 164; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*i*; 2005, ch. 38, al. 134*z*; 2014, ch. 20, art. 429 et al. 443*a*) et 444*a*)

art. 35, 1994, ch. 47, art. 165; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*j*; 2005, ch. 38, al. 134*z*; 2014, ch. 20, al. 443*b*) et 444*b*; 2016, ch. 7, art. 196; 2017, ch. 20, art. 77

art. 35.1, ajouté, 1997, ch. 14, art. 90; 1999, ch. 12, art. 18, ch. 17, al. 183(1)*z*.3 et 184*k*; 2005, ch. 38, al. 134*z*)

art. 36, 1994, ch. 47, art. 165; abrogé, 1999, ch. 12, art. 19, ch. 17, al. 183(1)*z*.3); 2005, ch. 38, al. 134*z*)

art. 37, 1999, ch. 12, art. 20, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*l*; 2005, ch. 38, al. 134*z*)

art. 37.1, ajouté, 1999, ch. 12, art. 21, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*m*; 2005, ch. 38, al. 134*z*)

art. 38, 1994, ch. 47, art. 166, al. 185(1)*d*; 1999, ch. 12, art. 22, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*n*) et *o*; 2005, ch. 38, al. 134*z*; 2014, ch. 20, al. 443*c*) et 444*c*; 2016, ch. 7, art. 197; 2017, ch. 20, art. 78

art. 39, 1994, ch. 47, al. 186*a*; 1999, ch. 12, art. 23, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*p*; 2005, ch. 38, al. 134*z*)

art. 40, abrogé, 1999, ch. 12, art. 24

art. 41, 1994, ch. 47, art. 167 et al. 185(1)*e*, 186*b* et *c*; 1999, ch. 12, art. 25, ch. 17, al. 183(1)*z*.4) et 184*q*; 2005, ch. 38, al. 134*z*.1); 2014, ch. 20, al. 443*d*) et 444*d*; 2017, ch. 20, art. 79

art. 41.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 31; 1993, ch. 44, art. 208; 1994, ch. 47, al. 186*d*; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.4); 2005, ch. 38, al. 134*z*.1); 2014, ch. 20, art. 430 et al. 443*e*) et 444*e*; 2017, ch. 20, art. 80

art. 41.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 168; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.4); 2005, ch. 38, al. 134*z*.1)

art. 42, 1994, ch. 47, art. 169; 1999, ch. 12, art. 26 et al. 52*c*) (A); 2014, ch. 20, art. 431 et al. 444*f*; 2017, ch. 20, art. 81

art. 43, 1988, ch. 65, art. 32; 1993, ch. 44, art. 209; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.5); 2005, ch. 38, al. 134*z*.2); 2014, ch. 20, art. 432 et al. 444*g*)

art. 44, 1988, ch. 65, art. 33; 1990, ch. 8, art. 71; 2002, ch. 8, art. 170(A) et al. 182(1)*z*.10); 2014, ch. 20, art. 433 et al. 443*f*) et 444*h*)

art. 45, 1999, ch. 12, art. 27; 2014, ch. 20, al. 443*f*) et 444*i*)

art. 46, 1994, ch. 47, art. 170, 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.6); 2005, ch. 38, al. 134*z*.3)

art. 47, 1988, ch. 65, art. 34; 1993, ch. 44, art. 210; 1997, ch. 14, art. 91; 1999, ch. 12, art. 28, ch. 17, al. 183(1)*z*.7); 2005, ch. 38, al. 134*z*.4); 2014, ch. 20, art. 434 et al. 444*j*)

art. 48, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(4)

art. 49, 1994, ch. 47, art. 171, al. 185(2)*d*(A); 1999, ch. 12, art. 29, ch. 17, al. 183(1)*z*.8) et 184*r*; 2005, ch. 38, al. 134*z*.5); 2016, ch. 7, art. 198; 2017, ch. 20, art. 82

art. 50, 1994, ch. 47, art. 172; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.8); 2005, ch. 38, al. 134*z*.5)

art. 50.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 172

art. 51, 1994, ch. 47, art. 173, al. 186*e*; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.9); 2005, ch. 38, al. 134*z*.6)

art. 51.1, ajouté, 1999, ch. 12, art. 30, ch. 17, al. 184*s*; 2005, ch. 38, al. 134*z*.6)

art. 52, 1994, ch. 47, art. 174; 1999, ch. 12, art. 31 et al. 52*d*) (A), ch. 17, al. 183(1)*z*.9) et 184*t*; 2005, ch. 38, al. 134*z*.6); 2014, ch. 20, al. 443*g*) et 444*k*; 2017, ch. 20, art. 83

art. 53, 1988, ch. 65, art. 35; 1994, ch. 47, art. 175, al. 186*f*; 1999, ch. 12, art. 32, ch. 17, al. 183(1)*z*.10), *z*.11) et 184*u*) et *v*; 2005, ch. 38, al. 134*z*.7); 2014, ch. 20, al. 443*h*) et 444*l*)

art. 53.1, 1988, ch. 65, art. 36; 1993, ch. 44, art. 211; 1994, ch. 47, al. 186*g*; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.12); 2005, ch. 38, al. 134*z*.8); 2014, ch. 20, art. 435 et al. 443*i*) et 444*m*)

art. 55, ch. 1 (2^e suppl.), art. 202; 1994, ch. 47, art. 176, al. 185(1)*f*; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.13); 2005, ch. 38, al. 134*z*.9)

art. 55.1, ajouté, 2017, ch. 20, art. 84

art. 56, ch. 1 (2^e suppl.), art. 203; 1988, ch. 65, art. 37; 1993, ch. 44, art. 212; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.14), (3)*b*(F), *c*(F); 2005, ch. 38, al. 134*z*.10) et 136*b*(F) et *c*(F); 2017, ch. 20, art. 85

art. 57, ch. 1 (2^e suppl.), art. 204; 1988, ch. 65, art. 38; 1993, ch. 44, art. 213; 1999, ch. 12, art. 33, ch. 17, al. 183(1)*z*.15) et 184*w*; 2005, ch. 38, al. 134*z*.11)

art. 58, ch. 1 (2^e suppl.), art. 205; 1988, ch. 65, art. 39; 1993, ch. 44, art. 214; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.16); 2005, ch. 38, al. 134*z*.12)

art. 59, ch. 1 (2^e suppl.), art. 206; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(5); 1988, ch. 65, art. 40; 1993, ch. 44, art. 215; 1999, ch. 12, art. 34, ch. 17, al. 183(1)*z*.17), *z*.18) et 184*x*, *y*) et *z*; 2002, ch. 8, art. 171; 2005, ch. 38, al. 134*z*.13)

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

art. 60, 1994, ch. 47, art. 177, al. 185(1)g); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.19); 2001, ch. 25, art. 96; 2005, ch. 38, al. 134z.14)

art. 60.1, ajouté, 2001, ch. 25, art. 97; 2017, ch. 20, art. 86

art. 61, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(6); 1993, ch. 44, art. 216; 1999, ch. 12, art. 35, ch. 17, al. 183(1)z.20); 2005, ch. 38, al. 134z.15); 2014, ch. 20, art. 436 et al. 443j) et 444n); 2017, ch. 20, art. 87

art. 62, ch. 49 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(7); 1990, ch. 8, art. 72; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.21); 2005, ch. 38, al. 134z.16); 2017, ch. 20, art. 88

art. 62.1, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 207; 1994, ch. 47, art. 178; abrogé, 2001, ch. 25, art. 98

art. 63, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 64, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 65, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 66, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 67, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 68, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 69, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 70, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 71, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 72, ch. 1 (2^e suppl.), art. 208; abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 73, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 74, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 75, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 75.1, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 75.2, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 75.3, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 75.4, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 75.5, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 75.6, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 75.7, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89

art. 76, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(9); 1988, ch. 65, art. 41; 1993, ch. 44, art. 217; 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 183(1)z.22), z.23); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11)

art. 76.01, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.17); 2014, ch. 20, art. 437 et al. 444o); 2017, ch. 20, art. 90

art. 76.02, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.18); 2014, ch. 20, art. 438 et al. 444p)

art. 76.03, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.19); 2014, ch. 20, art. 439 et al. 443k) et 444q); 2017, ch. 20, art. 91

art. 76.04, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36

art. 76.1, ajouté, 1994, ch. 47, 179; 1999, ch. 12, art. 37, ch. 17, al. 183(1)z.24) et 184z.4) et z.5); 2005, ch. 38, al. 134z.20); 2017, ch. 20, art. 92

art. 77, abrogé, L.R., ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(10); ajouté, 1997, ch. 14, art. 92

partie I.1, (art. 77.01 à 77.038), ajoutée, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.01, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1994, ch. 47, art. 180; (voir 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 38, ch. 17, al. 183(1)z.25), z.26) et 184z.6); 2002, ch. 8, art. 172 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.21) et z.22); 2017, ch. 20, art. 93

art. 77.011, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)b)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 135b)(A)

art. 77.012, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 12, art. 39, ch. 17, al. 184z.7); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 135c)(A)

art. 77.013, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)c)(A); 2005, ch. 38, al. 135d)(A); 2017, ch. 20, art. 94

art. 77.014, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.015, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.016, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.017, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.018, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.019, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.02, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)

art. 77.021, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(3)d)(F); 2005, ch. 38, al. 136d)(F)

art. 77.022, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.023, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.024, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.025, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.026, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.027, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)

art. 77.028, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.029, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.03, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.031, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)

art. 77.032, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.033, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.034, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.035, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.036, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.037, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.038, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218

art. 77.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1994, ch. 47, art. 181; (voir 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 40, ch. 17, al. 183(1)z.27), z.28) et 184z.8); 2002, ch. 8, art. 173 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.23) et z.24); 2017, ch. 20, art. 95

art. 77.11, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)d)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) 2005, ch. 38, al. 135e)(A)

art. 77.12, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 12, art. 41, ch. 17, al. 184z.9); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 135f)(A)

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

art. 77.13, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)e)(A); 2005, ch. 38, al. 135g)(A); 2017, ch. 20, art. 96

art. 77.14, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2014, ch. 20, art. 440(F) et al. 444r)

art. 77.15, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

art. 77.16, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

art. 77.17, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

art. 77.18, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

art. 77.19, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

art. 77.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)

art. 77.21, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(3)e)(F); 2005, ch. 38, al. 136e)(F)

art. 77.22, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

art. 77.23, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

art. 77.24, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2003, ch. 22, al. 225z.22)(A)

art. 77.25, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

art. 77.26, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

art. 77.27, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

art. 77.28, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

art. 77.29, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

partie III :

art. 78, 1999, ch. 12, art. 42, ch. 17, al. 183(1)z.29), z.30), par. (2)f)(A), (g)(A) et al. 184z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 134z.25), z.26) et 135h)(A) à j)(A)

art. 79, 1999, ch. 17, al. 183(2)h)(A); 2005, ch. 38, al. 135k)(A)

art. 80, abrogé, ch. 1 (2^e suppl.), art. 209

art. 81, ch. 1 (2^e suppl.), art. 210; 1999, ch. 12, art. 43, ch. 17, al. 184z.12); 2005, ch. 38, al. 134z.27)

art. 83, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28)

art. 83.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 219; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28)

art. 84, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(11); 1999, ch. 12, art. 44, ch. 17, al. 183(1)z.32), (2)i)(A) et 184z.13) et z.14); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.29) à z.31) et 135l)(A)

art. 85, 1994, ch. 47, art. 182; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)

art. 86, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)

art. 87, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)

art. 88.1, ajouté, 1999, ch. 12, art. 45, ch. 17, al. 183(1)z.33) et 184z.15); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.32)

art. 89, 1999, ch. 12, art. 46, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)

art. 90, 2014, ch. 20, art. 441 et al. 444s)

art. 91, 1988, ch. 65, art. 43; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.34), z.35); 2005, ch. 38, al. 134z.33)et z.34); 2014, ch. 20, art. 442 et al. 443f) et 444r)

art. 93, ch. 1 (2^e suppl.), art. 211

art. 94, 1999, ch. 17, art. 182; 2005, ch. 38, art. 133

art. 95, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)

art. 96, 1994, ch. 47, al. 185(1)h); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)

art. 96.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1993, ch. 44, art. 220; 1994, ch. 47, art. 183; 1999, ch. 12, art. 47, ch. 17,

al. 183(1)z.37), z.38) et 184z.16); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.36); 2017, ch. 20, art. 97

art. 96.11, ajouté, 1993, ch. 44, art. 221; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.39); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.37

art. 96.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1990, ch. 8, art. 73; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.40); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.38)

art. 96.21, ajouté, 1993, ch. 44, art. 222; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 48(F)

art. 96.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 49(F)

art. 96.4, ajouté, 1999, ch. 12, art. 50, ch. 17, al. 184z.17); 2005, ch. 38, al. 134z.39)

art. 97, ch. 1 (2^e suppl.), art. 212; 1988, ch. 65, art. 45; 1993, ch. 44, art. 223; 1994, ch. 47, art. 184; 1997, ch. 14, art. 93; 1999, ch. 12, art. 51, ch. 17, al. 183(3)f)(F) et 184z.18); 2005, ch. 38, al. 134z.40); 2017, ch. 20, art. 98

art. 98, ajouté, 2000, ch. 14, art. 47

disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)

disposition générale, ch. 1 (2^e suppl.), art. 201

disposition générale, 1988, ch. 65, art. 24

disposition générale, 1994, ch. 13, par. 7(3)

disposition générale, 1994, ch. 47, art. 152

et 189 — *application*

disposition générale, 2005, ch. 38, art. 137 — *application*

disposition générale, 2016, ch. 7, art. 200 — *application des dispositions édictées ou modifiées par les art. 192 à 199 aux marchandises d'un pays ALÉNA*

dispositions transitoires *voir* ch. 41, (3^e suppl.), art. 115

dispositions transitoires, 1994, ch. 47, art. 187 et 188

dispositions transitoires, 1999, ch. 12, art. 62 à 64

disposition transitoire, 2002, ch. 8, art. 192

dispositions transitoires, 2002, ch. 19, art. 17 et 18

dispositions transitoires, 2017, ch. 20, art. 99 (*application*) à 101

modification conditionnelle, 1999, ch. 17, art. 184

disposition générale, 1999, ch. 17, art. 185 — *application*

disposition générale, 2001, ch. 25, art. 99 — *application*

EEV, ch. 23 (1^{er} suppl.), par. 1(1), (2) en vigueur 16.05.85

EEV, ch. 1 (2^e suppl.), art. 197 à 212 en vigueur 10.11.86 *voir* TR/86-206

EEV, ch. 41 (3^e suppl.), art. 115 réputé en vigueur 01.01.88 *voir* art. 139

EEV, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52 à 54 et 56 à 62 en vigueur 31.12.88 *voir* TR/89-3

EEV, 1988, ch. 65, art. 23 à 45 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9, *voir aussi* par. 150(2)

EEV, 1990, ch. 8 en vigueur 01.02.92 *voir* TR/92-6

EEV, 1993, ch. 44, art. 201 à 223 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1

EEV, 1994, ch. 13, art. 7 en vigueur à la sanction 12.05.94

EEV, 1994, ch. 47, art. 144 à 189 en vigueur 01.01.95 *voir* TR/95-5

EEV, 1997, ch. 14, art. 88 à 93 en vigueur 05.07.97 *voir* TR/97-86

EEV, 1999, ch. 12, art. 1 à 52 et 62 à 64 en vigueur 15.04.2000 *voir* TR/2000-24

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

EEV, 1999, ch. 17, art. 180 à 185 en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-111
 EEV, 2000, ch. 12, art. 291 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
 EEV, 2000, ch. 14, art. 47 en vigueur à la sanction 29.06.2000
 EEV, 2001, ch. 25, par. 91(1) et art. 99 en vigueur 29.11.2001 *voir* TR/2001-115; par. 91(2) et art. 92 à 98 en vigueur 01.07.2002 *voir* TR/2002-95
 EEV, 2002, ch. 8, art. 169 à 173, 182 et 192 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
 EEV, 2002, ch. 19, art. 16 à 18 en vigueur 30.09.2002 *voir* TR/2002-122
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 132 à 137 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
 EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1782 en vigueur 27.08.2010 *voir* TR/2010-72
 EEV, 2014, ch. 20 (sanction : 19.06.2014), art. 428 à 444 en vigueur 01.11.2014 *voir* TR/2014-83.
 EEV, 2016, ch. 7, art. 192 à 200 en vigueur à la sanction 22.06.2016 (*Remarque* : art. 200 est une disposition d'application).
 EEV, 2017, ch. 20, art. 70 à 73, 76 à 83, 92 à 96, par. 97(1) et art. 102 en vigueur à la sanction 22.06.2017; art. 68, 69, 74, 75, 84 à 91, par. 97(2) et art. 98 à 101 en vigueur 26.04.2018 *voir* TR-2018-38.

Mines antipersonnel, Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les — 1997, ch. 33

(*Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act*)

- a) le ministre des Affaires étrangères, chargé de l'application des dispositions de cette loi, à l'exception des articles 8, 9, 10 et 22; (TR/99-58)
- b) le ministre de la Défense nationale, chargé de l'application des articles 8, 9, 10 et 18 de cette loi; (TR/99-58)
- c) le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, chargé de l'application des articles 18 et 22 de cette loi (TR/99-58)

art. 11, 2002, ch. 8, art. 114
 art. 20, 2001, ch. 34, art. 3(F)
 art. 21, 1999, ch. 31, art. 7
 EEV, 1997, ch. 33 en vigueur 01.03.99 *voir* TR/99-18
 EEV, 1999, ch. 31, art. 7 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2001, ch. 34, art. 3 en vigueur à la sanction 18.12.2001
 EEV, 2002, ch. 8, art. 114 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

Mingan, Loi sur le parc national de l'archipel de voir Parc national de l'archipel Mingan, Loi sur le

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur le — L.R. (1985), ch. A-9

[Ancienne appellation : Ministère de l'Agriculture, Loi sur le]

(*Department of Agriculture and Agri-Food Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Titre intégral, 1994, ch. 38, art. 1
 art. 1, 1994, ch. 38, art. 2
 art. 2, 1994, ch. 38, art. 3
 art. 3, 1994, ch. 38, art. 4
 art. 4, 1989, ch. 27, art. 20; 1994, ch. 38, art. 5
 art. 5.01, ajouté, 1994, ch. 38, art. 6
 art. 5.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 46
 art. 6, 1992, ch. 1, art. 6; abrogé, 1994, ch. 38, art. 7
 dispositions transitoires, 1994, ch. 38, art. 8 à 10
 EEV, 1988, ch. 65, art. 46 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9
 EEV, 1989, ch. 27, art. 20 en vigueur 23.02.90 *voir* TR/90-41
 EEV, 1992, ch. 1, art. 6 en vigueur à la sanction 28.02.92
 EEV, 1994, ch. 38, art. 1 à 10 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-9

Ministère de l'Emploi et du Développement social — 2005, ch. 34

[Ancienne appellation : Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le]

(*Department of Employment and Social Development Act*)

Ministre de l'Emploi et du développement social (2013, ch. 40, art. 206)

Titre intégral, 2013, ch. 40, art. 204
 art. 1, 2013, ch. 40, art. 205
 art. 2, 2012, ch. 19, art. 223; 2013, ch. 40, art. 206; 2018, ch. 12, art. 268
 Partie 1, 2013, ch. 40, art. 207
 art. 3, 2013, ch. 40, art. 208
 art. 4, 2013, ch. 40, art. 209
 art. 5, 2012, ch. 19, art. 687
 art. 5.1, ajouté, 2018, ch. 12, art. 269 et 270
 art. 5.2, ajouté, 2018, ch. 12, art. 269
 art. 6, 2012, ch. 19, art. 687; 2018, ch. 12, art. 271
 art. 7, 2012, ch. 19, art. 687; 2018, ch. 12, art. 272
 art. 8, abrogé, 2012, ch. 19, art. 687; ajouté, 2018, ch. 12, art. 272
 art. 19.01, ajouté, 2018, ch. 12, art. 273
 art. 19.1, ajouté, 2009, ch. 16, art. 50; 2014, ch. 14, art. 49 et par. 51(2), ch. 28, art. 57

M

Ministère de l'Emploi et du Développement social — 2005, ch. 34 [Ancienne appellation : Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le] (suite)

art. 20, 2010, ch. 12, art. 1723; 2013, ch. 40, art. 210
art. 21, 2005, ch. 30, par. 82(2)(A)
art. 24.1, ajouté, 2018, ch. 12, art. 274
art. 27, 2011, ch. 24, art. 189
art. 28, 2005, ch. 30, par. 129(2); 2008, ch. 28, art. 132; 2012, ch. 31, art. 441
art. 28.1, ajouté, 2005, ch. 30, par. 129(2); abrogé, 2008, ch. 28, art. 133; ajouté, 2012, ch. 19, art. 304
art. 28.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 304
art. 28.3, ajouté, 2012, ch. 19, art. 304
art. 28.4, ajouté, 2012, ch. 19, art. 304
art. 28.5, ajouté, 2018, ch. 12, art. 275
art. 29, 2010, ch. 12, art. 2201
art. 30, 2012, ch. 19, art. 282; 2018, ch. 12, art. 276
art. 32, 2012, ch. 19, art. 283
art. 33, 2012, ch. 19, art. 283
art. 34.1, ajouté, 2018, ch. 12, art. 277
art. 34.2, ajouté, 2018, ch. 12, art. 277
art. 35, 2012, ch. 19, art. 284
art. 36, 2012, ch. 19, art. 285
art. 36.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 286
art. 36.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 286
art. 37, 2012, ch. 19, art. 287; 2018, ch. 12, art. 278
art. 38, 2012, ch. 19, art. 288
art. 39, 2012, ch. 19, art. 289
art. 42, 2012, ch. 19, art. 290
art. 43, 2012, ch. 19, art. 291
partie 5, abrogée, 2005, ch. 34, par. 83(8); ajoutée, 2012, ch. 19, art. 224
art. 44, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224
art. 45, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224; 2014, ch. 39, art. 252
art. 46 à 50, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 224
art. 51, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A); 2012, ch. 19, art. 224
art. 52, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A); 2012, ch. 19, art. 224
art. 53 à 60, 2012, ch. 19, art. 224
art. 60.1, ajouté, 2014, ch. 20, art. 466
art. 61, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(3); ajouté, 2012, ch. 19, art. 224
art. 62, 2012, ch. 19, art. 224
art. 63, 2012, ch. 19, art. 224; 2014, ch. 20, art. 467
art. 64, 2012, ch. 19, art. 224, ch. 31, art. 204
art. 65 à 67, 2012, ch. 19, art. 224
art. 68, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11); ajouté, 2012, ch. 19, art. 224
art. 69, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11); ajouté, 2012, ch. 19, art. 224
Partie 6 (nouvelle), ajoutée, 2012, ch. 19, art. 224
art. 70.1, 2013, ch. 40, art. 211; 2014, ch. 20, art. 485; 2018, ch. 12, art. 279
art. 71, 2005, ch. 34, par. 83(11); 2012, ch. 19, art. 224; 2013, ch. 40, art. 212; 2017, ch. 26, art. 51; 2018, ch. 12, art. 280
art. 72, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224, 2013, ch. 40, art. 213; 2018, ch. 12, art. 281
art. 73, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224; 2013, ch. 40, art. 214; 2018, ch. 12, art. 282
Annexe, ajoutée, 2009, ch. 16, art. 51; 2012, ch. 18, art. 41, ch. 26, art. 50 et par. 62(52); 2014, ch. 14, art. 50, ch. 28, art. 58; 2017, ch. 8, art. 42
art. 2, ajouté, 2010, ch. 4, art. 43
disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 129

dispositions de coordination, 2005, ch. 34, art. 82 et 83
dispositions de coordination, 2012, ch. 25, art. 60 à 64
disposition de coordination, 2014, ch. 14, art. 51
disposition générale, 2013, ch. 40, art. 207
dispositions transitoires, 2013, ch. 40, art. 217 à 220
EEV, 2005, ch. 30, art. 129 en vigueur à la sanction 29.06.2005
EEV, 2005, ch. 34, à l'exception des art. 82 et 83, en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-99; art. 82 et 83 en vigueur à la sanction 20.07.2005
EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), art. 132 et 133 en vigueur à la date de prise du décret TR/2010-74 (23.09.10) *mais voir l'erratum*, Vol. 144, n° 22, p. 2002 *re* date du C.P.
EEV, 2009, ch. 16 (sanction : 18.06.2009), la loi en vigueur 01.08.2009 *voir* TR/2009-67
EEV, 2010, ch. 4 (sanction : 29.06.2010), art. 43 en vigueur 15.08.2011 *voir* TR/2011-55
EEV, 2010, ch. 12, art. 2201 en vigueur à la sanction 12.07.2010; art. 1723 en vigueur 16.03.2012 *voir* TR/2012-14
EEV, 2011, ch. 24, art. 189 en vigueur à la sanction 15.12.2011
EEV, 2012, ch. 18 (sanction : 29.06.2012), art. 41 en vigueur 01.10.2012 *voir* TR/2012-71
EEV, 2012, ch. 19, art. 223 et 224 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 282 à 291, 304 et 687 en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17
EEV, 2012, ch. 26, art. 60 à 64 en vigueur à la sanction 14.12.2012; art. 50, tel que modifié par par. 62(52), en vigueur 01.04.2013 *voir* TR/2013-16
EEV, 2012, ch. 31, art. 204 en vigueur à la sanction 14.12.2012;
— par. 441(1) en vigueur 07.03.2013 *voir* TR/2013-24;
— par. 441(2) abrogé avant son entrée en vigueur *voir* 2013, ch. 40, art. 151. *Voir aussi* par. 463(4) avant l'abrogation [Remarque : 2012, ch. 19, par. 609(2) abrogé par 2013, ch. 40, par. 139(1)]
— par. 463(4) abrogé avant son entrée en vigueur *voir* 2013, ch. 40, art. 156.
EEV, 2013, ch. 40, art. 151, 156, 204 à 214 et 217 à 220 en vigueur à la sanction 12.12.2013.
EEV, 2014, ch. 14, art. 51 en vigueur à la sanction 19.06.2014; art. 49, tel que modifié par par. 51(2), et art. 50 en vigueur 01.10.2014 *voir* TR/2014-74.
EEV, 2014, ch. 20 (sanction : 19.06.2014); art. 466 et 467 en vigueur 01.11.2014 *voir* TR/2014-83; art. 485 en vigueur 02.01.2015 *voir* TR/2014-100.
EEV, 2014, ch. 28 (sanction : 26.11.2014), art. 57 et 58 en vigueur 01.01.2015 *voir* art. 61.
EEV, 2014, ch. 39, art. 252 en vigueur à la sanction 16.12.2014.
EEV, 2017, ch. 8 (sanction : 01.06.2017), art. 42 en vigueur 01.08.2017 *voir* TR/2017-37.
EEV, 2017, ch. 26, art. 51 en vigueur à la sanction 12.12.2017
EEV, 2018, ch. 12, art. 268, 269 et 271 à 282 en vigueur à la sanction 21.06.2018; par. 270(1) et (2) entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 283 – Non en vigueur

M

Ministère de l'Environnement, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-10

(*Department of the Environment Act*)

Le ministre de l'Environnement

art. 4, 1995, ch. 11, art. 18; 1996, ch. 8, art. 19
art. 6, abrogé, L.R., ch. 16 (4^e suppl.), art. 146
 EEV, ch. 16 (4^e suppl.), art. 146 mais abrogé avant son entrée
 en vigueur par 1999, ch. 33, art. 355
 EEV, 1995, ch. 11, art. 18 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-68
 EEV, 1996, ch. 8, art. 19 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69
 EEV, 1999, ch. 33, art. 355 en vigueur 31.03.2000 voir
 TR/2000-15

Ministère de l'Environnement, voir Organisation du gouvernement, Loi de 1970

Ministère de l'Expansion économique régionale, Loi sur le, voir Zones spéciales, Loi sur les

Ministère de l'Industrie, Loi sur le — 1995, ch. 1

(*Department of Industry Act*)

**Le ministre de l'Industrie; le ministre de l'Industrie,
 par. 4(2) et art. 8 à 10, 13 à 15 et 17 à 21 relativement au
 développement économique régional au Québec
 (TR/95-49 et TR/96-16))**

art. 4, 2005, ch. 26, art. 20
art. 8, 2005, ch. 26, art. 22
art. 9, 2005, ch. 26, art. 23
art. 11, 1999, ch. 31, art. 72; 2004, ch. 25, art. 131
art. 12, 2001, ch. 4, art. 73; 2004, ch. 25, art. 132
art. 16, 2003, ch. 22, al. 224z.26(A); 2005, ch. 38, al. 142g) et
 al. 145(2)j)
 disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
 disposition générale, 2005, ch. 26, art. 21
 dispositions transitoires, 1995, ch. 1, art. 23 à 25
 EEV, 1995, ch. 1 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48
 EEV, 1999, ch. 31, art. 72 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2001, ch. 4, art. 73 en vigueur 01.06.2001 voir
 TR/2001-71
 EEV, 2003, ch. 22, al. 224z.26(A) en vigueur 01.04.2005 voir
 TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 25, art. 131 et 132 en vigueur à la sanction
 15.12.2004
 EEV, 2005, ch. 26, art. 20 à 23 en vigueur 05.10.2005 voir
 TR/2005-101
 EEV, 2005, ch. 38, al. 145(2)j) en vigueur à la sanction
 03.11.2005; al. 142g) en vigueur 12.12.2005 voir
 TR/2005-119

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le — 1994, ch. 31

(*Department of Citizenship and Immigration Act*)

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

art. 4, 2005, ch. 38, art. 57
art. 5, 2004, ch. 15, art. 33
art. 5.1, ajouté, 2012, ch. 17, art. 78
art. 5.2, ajouté, 2012, ch. 17, art. 78
 disposition générale, TR/2013-79 tel que modifié par
 TR/2013-94 (ministre d'État délégué auprès du Ministre de
 CI)
 dispositions transitoires, 1994, ch. 31, art. 6 à 8
 EEV, 1994, ch. 31 en vigueur à la sanction 23.06.94
 EEV, 2004, ch. 15, art. 33 en vigueur 28.06.2004 voir
 TR/2004-66
 EEV, 2005, ch. 38, art. 57 en vigueur 12.12.2005 voir
 TR/2005-119
 EEV, 2012, ch. 17 (sanction : 28.06.2012), art. 78 en vigueur
 29.04.2013 voir TR/2013-48

Ministère de la Justice, Loi sur le — L.R. (1985), ch. J-2

(*Department of Justice Act*)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 3, 2006, ch. 9, art. 137
art. 4.1, ajouté, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93; 1992, ch. 1, art. 144,
 ann. VII, art. 38(F)
 EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93 en vigueur 13.08.85 voir
 TR/85-153
 EEV, 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F) en vigueur à la
 sanction 28.02.92
 EEV, 2006, ch. 9, art. 137 en vigueur à la sanction 12.12.2006

Ministère de la Santé, Loi sur le — 1996, ch. 8

(*Department of Health Act*)

Le ministre de la Santé

art. 4.1, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21
art. 4.2, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21
art. 11.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 34
art. 32, 1996, ch. 8, art. 35b)
 dispositions transitoires, 1996, ch. 8, art. 13 à 15
 modification conditionnelle, 1996, ch. 8, art. 36
 EEV, 1996, ch. 8 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69
 EEV, 2004, ch. 15, art. 34 en vigueur 13.10.2004 voir
 TR/2004-137
 EEV, 2006, ch. 5, art. 21 en vigueur 15.12.2006 voir
 TR/2006-145

M

**Ministère de la Sécurité publique et de la
Protection civile, Loi sur le — 2005, ch. 10**

*(Department of Public Safety and Emergency
Preparedness Act)*

**Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
(2005, ch. 10, art. 34)**

art. 4, 2007, ch. 15, art. 11

art. 5, 2012, ch. 1, al. 160e)

art. 8, 2005, ch. 10, art. 36

disposition de coordination, 2005, ch. 10, art. 35 et 36

EEV, 2005, ch. 10, art. 35 et 36 en vigueur à la sanction
23.03.2005; la loi, à l'exception des art. 35 et 36, en vigueur
04.04.2005 voir TR/2005-29

EEV, 2007, ch. 15, art. 11 en vigueur 03.08.2007 voir
TR/2007-79

EEV, 2012, ch. 1 (sanction : 13.03.2012), al. 160e) en vigueur
28.02.2013 voir TR/2013-13

**Ministère des Affaires étrangères, du Commerce
et du Développement, Loi sur le
— 2013, ch. 33, art. 174**

*(Department of Foreign Affairs, Trade and Development
Act)*

**Le ministre des Affaires étrangères (par. 2(2)); un ministre
auxiliaire pour le Commerce international (art. 4); un
ministre auxiliaire du Développement international,
chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses
attributions relatives au développement international, à
la réduction de la pauvreté et à l'aide humanitaire (art. 5)**

art. 11, 2013, ch. 40, art. 175

Terminologie, 2013, ch. 33, art. 195 (modifications
terminologiques dans toute disposition d'une loi fédérale, la
mention du ministère des Affaires étrangères et du
Commerce international), art. 196 à 198 (aussi *mais*
remplacer par le titre différent du ministre)

EEV, 2013, ch. 33, art. 174, 195 à 198 en vigueur à la sanction
26.06.2013

EEV, 2013, ch. 40, art. 175 en vigueur à la sanction 12.12.2013

**Ministère des Affaires extérieures, Loi sur le,
voir Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce international, Loi sur le**

(Department of External Affairs Act)

**Ministère des Affaires indiennes et du Nord
canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. I-6**

*(Department of Indian Affairs and Northern Development
Act)*

**Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
(voir aussi TR/2018-64)**

art. 4, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75; 2002, ch. 7,
art. 154(A)

art. 5, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 76; 2002, ch. 7,
art. 155(A)

art. 6, 1991, ch. 50, art. 30; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III,
art. 77; 2002, ch. 7, art. 156; 2014, ch. 2, art. 13

EEV, 1991, ch. 50, art. 30 en vigueur 15.09.92 voir TR/92-151

EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75 à et 77 en vigueur
01.04.99 voir art. 79

EEV, 2002, ch. 7, art. 154 à 156 en vigueur 01.04.2003 voir
TR/2003-48

EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 13 en vigueur
01.04.2014 voir TR/2014-34.

**Ministère des Anciens combattants, Loi sur le
— L.R. (1985), ch. V-1**

(Department of Veterans Affairs Act)

Le ministre des Anciens Combattants

Titre intégral, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 1, 2000, ch. 34, al. 95a)(F)

art. 1.1, ajouté, 2011, ch. 24, art. 179

art. 2, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 3, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 4, 2000, ch. 34, art. 11

art. 4.1, ajouté, 2000, ch. 34, art. 12

art. 5, 1990, ch. 43, art. 1; 1999, ch. 10, art. 37; 2000, ch. 34,
art. 13; 2001, ch. 4, art. 126; 2005, ch. 21, art. 100; 2011,
ch. 24, art. 180; 2015, ch. 3, art. 75; 2017, ch. 20, art. 291
2018, ch. 12, art. 179

art. 5.1, ajouté, 1990, ch. 43, art. 2; 1995, ch. 18, art. 100;
2008, ch. 20, art. 3

art. 5.2, ajouté, 2000, ch. 34, art. 14

art. 6, 2000, ch. 34, art. 14; 2003, ch. 22, art. 161

art. 6.1, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 6.2, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, art. 15

art. 6.3, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 6.4, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 6.5, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 6.6, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2004, ch. 11, art. 27

art. 6.7, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2005, ch. 35, al. 66b);
2012, ch. 19, al. 695(1)c); 2013, ch. 40, al. 237(1)f)

art. 6.8, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2003, ch. 22, al. 224z.28)
(A)

art. 6.9, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 7, 1992, ch. 1, art. 140

disposition générale, 1992, ch. 24, art. 21

dispositions générales, 2000, ch. 34, art. 17 et 18

EEV, 1990, ch. 43, par. 1(5) en vigueur à la sanction 17.12.90;

M

Ministère des Anciens combattants, Loi sur le — L.R. (1985), ch. V-1 (suite)

- par. 1(3) et (4) en vigueur 01.10.95 voir TR/95-110;
- par. 5.1(4) édicté par l'art. 2 est réputé entré en vigueur 12.10.90 voir par. 64(2);
- par. 1(1) et (2) et les par. 5.1(1) à (3) de la *Loi sur le Ministère des anciens combattants*, édictés par l'art. 2, abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2011 voir 2008, ch. 20, art. 3
- EEV, 1992, ch. 1, art. 140 en vigueur à la sanction 28.02.92
- EEV, 1992, ch. 24, art. 21 en vigueur à la sanction voir par. 22(3)
- EEV, 1995, ch. 18, art. 100 et 101 en vigueur 15.09.95 voir TR/95-108
- EEV, 1999, ch. 10, art. 37 en vigueur 01.05.99 voir TR/99-46
- EEV, 2000, ch. 34, art. 11, 12, 14 à 16, 94 et 95 en vigueur 27.10.2000 voir TR/2000-105;
- par. 13(1), le passage de l'art. 5 de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* précédant l'al. a), édicté par le par. 13(2), l'al. 5e.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3), par. 13(6) à (8) et art. 17 et 18 en vigueur 15.12.2002 voir TR/2002-149;
- al. 5e) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3) en vigueur 17.06.2003 voir TR/2003-131;
- al. 5a), b), c) et c.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édictés par le par. 13(2) en vigueur 12.09.2003 voir TR/2003-150 et Erratum, vol. 137, n° 19, p. 2428(F);
- par. 13(4) et (5) en vigueur 17.12.2012 voir TR/2012-100.
- EEV, 2001, ch. 4, art. 126 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
- EEV, 2003, ch. 22, art. 161 et 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
- EEV, 2004, ch. 11, art. 27 en vigueur 21.05.2004 voir TR/2004-58
- EEV, 2005, ch. 21, art. 100 en vigueur 01.04.2006 voir TR/2006-54
- EEV, 2005, ch. 35, art. 66 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-97
- EEV, 2008, ch. 20 (sanction : 18.06.2008), art. 3 en vigueur 19.06.2010.
- EEV, 2011, ch. 24, Partie 17 (art. 179 et 180) en vigueur à la sanction 15.12.2011
- EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 695(1)c) en vigueur 01.03.2013 voir TR/2013-17
- EEV, 2013, ch. 40, al. 237(1)f) en vigueur à la sanction 12.12.2013.
- EEV, 2015, ch. 3, art. 75 en vigueur à la sanction 26.02.2015.
- EEV, 2017, ch. 20, art. 291 en vigueur à la sanction 22.06.2017
- EEV, 2018, ch. 12 (sanction : 21.06.2018), art. 179 en vigueur 01.04.2019 voir par. 185(1)

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, Loi sur le — 2018, ch. 27, art. 661

(Department for Women and Gender Equality Act)

Déposé par le ministre des Finances

Dispositions transitoires, 2018, ch. 27, art. 661 (art. 7)

EEV, 2018, ch. 27, art. 661 (art. 1 à 9) en vigueur à la sanction 13.12.2018

Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le — L.R. (1985), ch. F-15

(Department of Fisheries and Oceans Act)

Le ministre des Pêches et des Océans

art. 4, 2015, ch. 20, art. 4

EEV, 2015, ch. 20 (sanction : 18.06.2015), art. 4 en vigueur 01.08.2015 voir TR/2015-64.

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le voir Ministère de l'Emploi et du Développement social, Loi sur le (Department of Human Resources and Skills Development Act)

Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le — 1994, ch. 41

(Department of Natural Resources Act)

Le ministre des Ressources naturelles

dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10

EEV, 1994, ch. 41 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

Ministère des Transports, Loi sur le — L.R. (1985), ch. T-18

(Department of Transport Act)

Le ministre des Transports

art. 7, 1996, ch. 10, art. 271.1

art. 7.1, ajouté, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353; 1996, ch. 10, art. 272

art. 12, 1991, ch. 50, art. 46; 2001, ch. 4, art. 171

EEV, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353 en vigueur 01.01.88 voir TR/88-26

EEV, 1991, ch. 50, art. 46 en vigueur 15.09.92 voir TR/92-151

EEV, 1996, ch. 10, art. 271.1 et 272 en vigueur 01.07.96 voir TR/96-53

EEV, 2001, ch. 4, art. 171 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

M

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le — 1996, ch. 16*(Department of Public Works and Government Services Act)***Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux**

art. 2, 2001, ch. 4, art. 156; 2005, ch. 30, art. 120; 2007, ch. 29, art. 151

art. 6, 2001, ch. 4, art. 157; 2005, ch. 30, art. 121

art. 7, 2003, ch. 22, al. 224z.27(A); 2005, ch. 30, art. 122

art. 8, 2007, ch. 29, art. 152

art. 9, 2005, ch. 30, art. 123

art. 9.1, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153; 2012, ch. 19, art. 712

art. 9.2, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153

art. 10, 1999, ch. 31, art. 73(F); 2001, ch. 4, art. 158; 2002, ch. 7, art. 157

art. 12, 2003, ch. 22, al. 224z.27(A)

art. 16, 2013, ch. 33, art. 227

art. 20, 2005, ch. 30, art. 124

art. 22.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306; 2017, ch. 33, art. 224

art. 22.2, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306; 2017, ch. 33, art. 225

art. 22.3, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306

art. 23, 2001, ch. 4, art. 159

art. 23.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 307

art. 60, 1996, ch. 16, art. 62

dispositions transitoires, 1996, ch. 16, art. 26 à 28

modification conditionnelle, 1999, ch. 31, art. 249

EEV, 1996, ch. 16, Loi, *sauf* les art. 32, 54 et 55, en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67; art. 54 et 55 en vigueur 08.10.96 *voir* TR/96-91; art. 32 abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2011 *voir* 2008, ch. 20, art. 3

EEV, 1999, ch. 31, art. 73 et 249 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2001, ch. 4, art. 156 à 159 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

EEV, 2002, ch. 7, art. 157 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2005, ch. 30 (sanction : 29.06.2005), art. 124 abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2016 *voir* 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*), *voir aussi* la *Gazette du Canada, Partie I*, Vol. 151, n° 9, pp. 875-876; art. 120 à 123 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 125 – Non en vigueur.

EEV, 2006, ch. 9, art. 306 et 307 en vigueur 05.05.2008 *voir* TR/2008-52

EEV, 2007, ch. 29, art. 151 à 153 en vigueur à la sanction 22.06.2007

EEV, 2012, ch. 19, art. 712 en vigueur à la sanction 29.06.2012

EEV, 2013, ch. 33, art. 227 en vigueur à la sanction 26.06.2013

EEV, 2017, ch. 33 (sanction : 12.12.2017), art. 224 et 225 réputés en vigueur 01.07.2017 *voir* art. 229

Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le — 1995, ch. 11*(Department of Canadian Heritage Act)*

Le ministre du Patrimoine canadien; les attributions conférées au ministre du Patrimoine canadien en matière de mise sur pied et de mise en oeuvre de programmes visant principalement le patrimoine bâti sont transférées au ministre de l'Environnement (TR/2004-112)

art. 4, 2002, ch. 18, art. 32(F); 2003, ch. 2, art. 37; 2005, ch. 2, art. 1; 2013, ch. 33, art. 214

art. 5, 2005, ch. 2, art. 2; 2013, ch. 33, art. 215

art. 7, 2001, ch. 4, art. 155

dispositions transitoires, 1995, ch. 11, art. 13 à 15

dispositions transitoires, 2013, ch. 33, art. 216 à 220

dispositions générales, 1995, ch. 11, art. 46, 47

EEV, 1995, ch. 11 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68

EEV, 2001, ch. 4, art. 155 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

EEV, 2002, ch. 18, art. 32 en vigueur à la sanction 13.06.2002

EEV, 2003, ch. 2, art. 37 en vigueur 15.06.2003 *voir* TR/2003-129

EEV, 2005, ch. 2, art. 1 et 2 en vigueur à la sanction 24.02.2005

EEV, 2013, ch. 33 (sanction : 26.06.2013), art. 214 à 220 en vigueur 30.09.2013 *voir* art. 224

Ministères du gouvernement *voir**(Departments of Government)*

Gestion des finances publiques, Loi sur la, art. 14, pour le Ministère des Finances

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur le

Ministère de l'Emploi et du Développement social, Loi sur le

Ministère de l'Environnement, Loi sur le

Ministère de l'Industrie, Loi sur le

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le

Ministère des Finances (pour la *Loi sur la gestion des finances publiques*, art. 14 *voir* Gestion des finances publiques, Loi sur la)

Ministère de la Justice, Loi sur le

Ministère de la Santé, Loi sur le

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, Loi sur le

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, Loi sur le

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Loi sur le

Ministère des Anciens combattants, Loi sur le

Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le

Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le

Ministère des Transports, Loi sur le

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le

Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le

M

Ministre des Finances à faire certains versements, Loi autorisant le (voir Versements, Loi autorisant le Ministre des Finances à faire certains)

(Payments, An Act to authorize the Minister of Finance to make certain)

Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications (Alberta et Saskatchewan), Loi sur la — 2002, ch. 3

(Claim Settlements (Alberta and Saskatchewan) Implementation Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (voir aussi TR/2018-64)

LOI ABROGÉE, 2018, ch. 27, art. 684

EEV, 2002, ch. 3 en vigueur 21.03.2002

EEV, 2018, ch. 27 (sanction : 13.12.2018), art. 684 entre en vigueur à la date fixée par décret voir art. 685 – Non en vigueur

Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications au Manitoba, Loi sur la — 2000, ch. 33

(Manitoba Claim Settlements Implementation Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (voir aussi TR/2018-64)

Titre intégral, 2018, ch. 27, art. 680

art. 1, 2018, ch. 27, art. 681

Partie 2 (art. 8 à 13), abrogée, 2018, ch. 27, art. 682

art. 8 to 10, abrogés, 2018, ch. 27, art. 682

art. 11, 2001, ch. 4, art. 165; 2002, ch. 3, art. 8(F); abrogé, 2018, ch. 27, art. 682

art. 12, 2002, ch. 3, art. 9; abrogé, 2018, ch. 27, art. 682

art. 13, 2002, ch. 3, art. 10; abrogé, 2018, ch. 27, art. 682

annexe, abrogée, 2018, ch. 27, art. 683

EEV, 2000, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.10.2000

EEV, 2001, ch. 4, art. 165 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

EEV, 2002, ch. 3, art. 8 à 10 en vigueur à la sanction 21.03.2002

EEV, 2018, ch. 27 (sanction : 13.12.2018), art. 679 à 283 entrent en vigueur à la date fixée par décret voir art. 685 – Non en vigueur

Mise en quarantaine, Loi sur la — 2005, ch. 20

(Quarantine Act)

Le ministre de la Santé

art. 34, 2007, ch. 27, art. 1

art. 63, 2007, ch. 27, art. 2

art. 71, 2007, ch. 27, art. 3

EEV, 2005, ch. 20, la loi, à l'exception des art. 34 et 83, en vigueur 12.12.2006 voir TR/2006-143; art. 83 en vigueur à la sanction 13.05.2005; art. 34 en vigueur à la sanction du ch. 27 de 2007, 22.06.2007

EEV, 2007, ch. 27, art. 1 à 4 en vigueur à la sanction 22.06.2007 voir art. 5

Missions étrangères et les organisations internationales, Loi sur les — 1991, ch. 41

(Foreign Missions and International Organizations Act)

Le ministre des Affaires étrangères (1995, ch. 5, par. 25(2))

art. 2, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 1

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 2

art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2000, ch. 24, art. 54; 2002, ch. 12, art. 3 et 10

art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 4

art. 10, 1995, ch. 5, al. 25(1)n)

art. 10.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 5; 2005, ch. 10, al. 34(1)n)

art. 11, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 6

art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 6

art. 13, ajouté, 2000, ch. 12, art. 119; 2002, ch. 12, art. 8

annexe IV, ajoutée, 2002, ch. 12, art. 9

disposition de coordination, 2002, ch. 12, art. 10

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

disposition générale, 2002, ch. 12, art. 7

disposition transitoire, 1991, ch. 41, art. 16

EEV, 1991, ch. 41 en vigueur 16.12.91 voir TR/92-5

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65

EEV, 2000, ch. 12, art. 119 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76

EEV, 2000, ch. 24, art. 54 en vigueur 23.10.2000 voir TR/2000-95

EEV, 2002, ch. 12 en vigueur à la sanction 30.04.2002

EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29

Modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations, Loi sur la — 2000, ch. 12

(Modernization of Benefits and Obligations Act)

Déposé par le ministre de la Justice

art. 1.1, abrogé, 2005, ch. 33, art. 15

art. 66, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37

M

Modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations, Loi sur la — 2000, ch. 12 (suite)

art. 68, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37
 art. 89, abrogé, 2018, ch. 4, art. 125
 art. 90, abrogé, 2018, ch. 4, art. 125
 art. 134, 2001, ch. 17, art. 263(A)
 art. 174, 2004, ch. 16, art. 18
 art. 222, abrogé, 2000, ch. 34, al. 96b)
 disposition de coordination, 2000, ch. 34, al. 96b)
 modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 10
 EEV, 2000, ch. 12, art. 40, 76 et 77 en vigueur à la sanction 29.06.2000;
 — art. 1 à 39, 41 à 58, par. 59(1), art. 60 à 65, 67, 69 à 73, 78 à 88, 91 à 96, 98, 105, 106, 108, 110, 114, 115, 117 à 119, 121 à 127, 129 à 147, 153 à 162, 164 à 173, par. 175(1), 176(2), art. 179, 187 à 221, 223 à 242, 248, 254 à 274, 276, 278 à 285, 289, 291, 293 et 295 à 339 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76;
 — art. 44.1 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163, en vigueur 15.09.2000 voir TR/2000-85;
 — art. 44.2 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163 et modifié par l'art. 24 de la *Loi modifiant la Loi sur les juges et une autre loi en conséquence*, 2001, ch. 7, en vigueur 07.04.2005 voir TR/2005-30;
 — par. 59(2) en vigueur 01.04.2010 voir TR/2010-16 et par. 340(2);
 — (*Remarque* : art. 66 et 68 abrogés avant leur entrée en vigueur par 2003, ch. 26, art. 37)
 — art. 74 et 75 en vigueur 01.07.2003 voir TR/2003-118
 — art. 89 et 90 abrogés avant leur entrée en vigueur voir 2018, ch. 4, art. 125
 — art. 97, 128, 174, par. 175(2), 176(1), art. 177, 178, 180 à 186, 275, 277, 286 à 288 et 290 en vigueur 01.01.2012 voir TR/2011-118;
 — art. 99 à 104, 243 à 247, 249 à 253, 292 et 294 en vigueur 01.09.2003 voir TR/2003-147;
 — par. 107(2) en vigueur 12.02.2001 voir TR/2001-25;
 — art. 111 à 113 en vigueur 01.01.2001 voir par. 340(3);
 — art. 116 en vigueur 01.01.2004 voir TR/2003-186 voir aussi *erratum Gazette du Canada Partie II*, Vol. 139, n°9, p. 947;
 — art. 120 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76 et par. 340(4);
 — art. 148 à 152 en vigueur 04.09.2001 voir TR/2001-90
 — art. 222 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2000, ch. 34, al. 96b);
 — par. 107(1) et (3) et art. 109 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir par. 340(1) – Non en vigueur EEV, 2000, ch. 14, art. 10 en vigueur à la sanction 29.06.2000 EEV, 2000, ch. 34, al. 96b) en vigueur à la sanction 20.10.2000 EEV, 2001, ch. 17, art. 263 est réputé entré en vigueur 31.07.2000 voir par. 263(2)
 EEV, 2003, ch. 26, art. 37 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21
 EEV, 2004, ch. 16, art. 18 en vigueur à la sanction 06.05.2004 EEV, 2005, ch. 33, art. 15 en vigueur à la sanction 20.07.2005 EEV, 2018, ch. 4, art. 125 en vigueur à la sanction 29.03.2018

Modernisation de la fonction publique, Loi sur la — 2003, ch. 22

(Public Service Modernization Act)

Déposé par le président du Conseil du Trésor

art. 167, 2003, ch. 22, art. 262
 art. 210, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)
 art. 224 (z.52), abrogé, 2004, ch. 11, par. 54(4)
 art. 225, 2003, ch. 22, art. 263
 art. 229, 2005, ch. 38, par. 144(10)
 dispositions de coordination, 2003, ch. 22, art. 262 et 263
 dispositions de coordination, 2003, ch. 26, art. 70
 disposition de coordination, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)
 disposition de coordination, 2004, ch. 11, par. 54(4)
 dispositions de coordination, 2005, ch. 38, par. 144(10)
 EEV, 2003, ch. 22,
 — art. 1 et 262 à 283 en vigueur à la sanction 07.11.2003;
 — préambule, art. 1 à 3 et la partie 1 (art. 4 à 205) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-22;
 — art. 3, 4, 6 à 11 et 67 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-25;
 — art. 5 en vigueur 01.12.2004 voir TR/2004-159;
 — art. 14 et 19, les définitions de « ancienne Commission », « ancienne loi », « loi modifiée » et « nouvelle Commission », à l'art. 68, et les art. 77 à 83 et 246 à 250 en vigueur 20.11.2003 voir TR/2003-178;
 — art. 21 à 35, 85 à 87 et 251 à 261 en vigueur 01.04.2004 voir TR/2004-42;
 — art. 36 à 66 et 88 à 226 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24;
 — partie 2 (art. 206 à 238) à l'exception du sous-al. 209(1)c) (ii), de l'al. 211b) et de l'art. 231 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-23;
 — sous-al. 209(1)c)(ii), l'al. 211b) et l'art. 231 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-123
 — parties 3 (art. 239 et 240) et 4 (art. 241 à 252) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24;
 — abrogation de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, L.R., ch. P-35, 31.03.2005 voir art. 285 et TR/2005-21;
 — abrogation de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, L.R., ch. P-33, 30.12.2005 voir art. 284 et TR/2005-121
 — art. 12 (art. 1 à 136 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans leur version édictée par l'art. 12 et art. 13 (l'annexe de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* édictée par l'art. 12), et la définition de « nouvelle loi », à l'art. 68, art. 69 à 76, et 227 à 245 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-122
 — art. 15 à 18, 20, et 84 abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2013 voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*), voir aussi la *Gazette du Canada, Partie I*, Vol. 148, n° 9, p. 542.
 EEV, 2003, ch. 26, art. 70 en vigueur à la sanction 07.11.2003 EEV, 2004, ch. 7, art. 41 en vigueur à la sanction 31.03.2004 EEV, 2004, ch. 11, art. 54 en vigueur à la sanction 22.04.2004

M

Modernisation de la fonction publique, Loi sur la — 2003, ch. 22 (suite)

EEV, 2005, ch. 38, art. 144 en vigueur à la sanction 03.11.2005

Modernisation du droit d'auteur, Loi sur la voir
Loi sur le droit d'auteur — 2012, ch. 20
(Copyright Modernization Act)

Modification législative (Charte canadienne des
droits et libertés), Loi de
— L.R. (1985), ch. 31 (1^{er} suppl.)
(Statute Law (Canadian Charter of Rights and Freedoms)
Amendment Act)

EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93-95 en vigueur 13.08.85 voir
 TR/85-153; art. 1-6, 7-15, 16-91 et 95-106 en vigueur
 15.10.85 voir TR/85-188; art. 7 en vigueur 13.08.86 voir
 TR/86-171; partie III en vigueur 02.09.86 voir TR/86-192

Mois du patrimoine juif canadien, Loi sur le
— 2018, ch. 5
(Canadian Jewish Heritage Month Act)

EEV, 2018, ch. 5 en vigueur à la sanction 29.03.2018

Mois du patrimoine latino-américain, Loi sur le
— 2018, ch. 19
(Latin American Heritage Month Act)

EEV, 2018, ch. 19 en vigueur à la sanction 21.06.2018

Monnaie, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-52
(Currency Act)

Le ministre des Finances (art. 2)

Titre intégral, 2018, ch. 12, art. 222

art. 2, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 16; 1996, ch. 16, al. 60(1)e);
 1999, ch. 4, art. 9

art. 3, 1999, ch. 4, art. 10

art. 4, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17

art. 5, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17

art. 6, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17

art. 7, 1999, ch. 4, art. 11

art. 7.1, ajouté, 2018, ch. 12, art. 228

art. 8, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 18; 1999, ch. 4, art. 12;
 2012, ch. 19, art. 388; 2018, ch. 12, art. 229

art. 9, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 19; 1999, ch. 4,
 art. 13(F); 2012, ch. 19, art. 389; 2018, ch. 12, art. 230

art. 9.01, ajouté, 2012, ch. 19, art. 389

art. 9.1, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 20; 1999, ch. 4,
 art. 14

art. 17, 1993, ch. 33, art. 1; 2005, ch. 30, art. 113; 2018, ch. 12,
 art. 223

art. 17.1, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113

art. 17.2, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113

art. 17.3, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113

art. 19, 2005, ch. 30, art. 114; 2018, ch. 12, art. 224

art. 20, L.R., ch. 3 (4^e suppl.), art. 1; 2005, ch. 30, art. 114

art. 21, 2005, ch. 30, art. 114; 2012, ch. 19, art. 172

art. 22, 2005, ch. 30, art. 115; 2012, ch. 19, art. 173

art. 23, abrogé, 2005, ch. 30, art. 116

disposition générale, 2018, ch. 12, art. 227 (intertitre)

dispositions transitoires, 2005, ch. 30, art. 117 et 118

disposition transitoire, 2012, ch. 19, art. 194 (application *re*
 par. 21(2) et 22(2))

annexe, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.), art. 1; L.R., ch. 22 (2^e suppl.),
 art. 1; DORS/87-518; abrogée, L.R., ch. 35 (3^e suppl.),
 art. 23

EEV, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.) en vigueur 26.02.85

EEV, L.R., ch. 22 (2^e suppl.) en vigueur 27.06.86

EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87

EEV, L.R., ch. 3 (4^e suppl.) en vigueur 22.03.88

EEV, 1993, ch. 33, art. 1 en vigueur à la sanction 23.06.93

EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67

EEV, 1999, ch. 4, art. 9 à 14 en vigueur 24.03.99 voir
 TR/99-33

EEV, 2005, ch. 30, art. 113 à 118 en vigueur 30.12.2005 voir
 TR/2005-126

EEV, 2012, ch. 19, art. 172, 173, 194, 388 et 389 en vigueur à
 la sanction 29.06.2012

EEV, 2018, ch. 12, art. 222 à 224 et 227 à 230 en vigueur à la
 sanction 21.06.2018

Monnaie royale canadienne, Loi sur la
— L.R. (1985), ch. R-9
(Royal Canadian Mint Act)

Le ministre des Finances (TR/2011-49)

art. 2, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 1; 1996, ch. 16, al. 60(1)p);
 1999, ch. 4, art. 1; 2005, ch. 38, art. 129

art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 38, art. 130

art. 3, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2; 2014, ch. 39, art. 185;
 2016, ch. 12, art. 117

art. 3.1-3.2, ajoutés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2

art. 4, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 3; 1999, ch. 4, art. 2; 2016,
 ch. 12, art. 118

art. 5.1, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999,
 ch. 4, art. 3

art. 5.2, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999,
 ch. 4, art. 3

art. 5.3, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999,
 ch. 4, art. 3

art. 6, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 5; ajouté, 1999,
 ch. 4, art. 3

art. 6.1, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3

art. 6.2, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3

art. 6.3, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3

M

Monnaie royale canadienne, Loi sur la — L.R. (1985), ch. R-9 (suite)

art. 6.31, ajouté, 2016, ch. 12, art. 119
art. 6.4, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.5, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.6, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 7, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 6; 1999, ch. 4, art. 4
art. 8, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 5
art. 9, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 6(A)
art. 10, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 8
art. 11, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 9; 2006, ch. 9, art. 298
art. 12, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 10; 2016, ch. 12, art. 120
art. 14, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 11(F)
art. 16, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 12
art. 18, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 13(F); 2003, ch. 22, al. 224z.75)(A) et al. 225z.20)(A)
art. 20, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14; 1999, ch. 4, art. 7
art. 21-25, abrogés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14
annexe, ajoutée, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 15; DORS/88-410; DORS/90-475; DORS/91-432, DORS/91-510; DORS/93-105; DORS/95-45; 1995, ch. 26, art. 1; DORS/96-75, DORS/96-104; DORS/96-488; DORS/98-92, DORS/98-94, DORS/98-96, DORS/98-141, DORS/98-192; 1999, ch. 4, art. 8; DORS/2000-161, DORS/2000-360; DORS/2003-250, DORS/2003-368; DORS/2005-322, DORS/2005-323, DORS/2005-324, DORS/2005-325; DORS/2006-17, DORS/2006-233; DORS/2007-22, DORS/2007-177; DORS/11-192, DORS/11-324; DORS/14-165
disposition transitoire, 2005, ch. 38, art. 29
EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87
EEV, 1995, ch. 26, art. 1 en vigueur à la sanction 13.07.95
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67
EEV, 1999, ch. 4 en vigueur 24.03.99 voir TR/99-33
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 38, art. 29, 129 et 130 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119
EEV, 2006, ch. 9, art. 298 en vigueur à la sanction 12.12.2006
EEV, 2014, ch. 39, art. 185 en vigueur à la sanction 16.12.2014.
EEV, 2016, ch. 12, art. 117 à 120 en vigueur à la sanction 15.12.2016.

Montréal, Avances au Havre de
(Montreal Harbour Advances)

1914, ch. 41; 1918, ch. 5

Montréal, Gardien de port pour le havre de
— 1882, ch. 45
(Montreal, Port Warden)

art. 2, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 3, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 4, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 5, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 6, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 7, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 11, 1991, ch. 32, art. 5
art. 12, 1991, ch. 32, art. 6
art. 24, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 7
art. 27, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 8
art. 28, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 9
art. 29, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 30, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 31, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 32, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 33, ajouté, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2; abrogé, 1991, ch. 32, art. 10
disposition générale, 1991, ch. 32, art. 11
EEV, 1980-81-82-83, ch. 8 en vigueur à la sanction 27.06.80
EEV, 1991, ch. 32 en vigueur à la sanction 29.10.91

Montréal, Terminus de — 1929, ch. 12
(Montreal Terminals Act)

Montréal et Toronto Vente de réserves militaires
— 1908, ch. 51
(Montreal and Toronto (Sale ordinance lands))

Monument national de l'Holocauste, Loi sur le
— 2011, ch. 13
(National Holocaust Monument Act)

Le ministre du Patrimoine canadien (2013, ch. 33, art. 221)

art. 2, 2013, ch. 33, art. 221
art. 7, 2013, ch. 33, art. 222
art. 8, 2013, ch. 33, art. 223
EEV, 2011, ch. 13 en vigueur à la sanction 25.03.2011
EEV, 2013, ch. 33 (sanction : 26.06.2013), art. 221 à 223 en vigueur 30.09.2013 voir art. 224

Morand, Monsieur le juge Donald Raymond,
pension à jouissance — 1978-79, ch. 8
(Morand, Mr. Justice Donald R., Annuity)

Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd.
— 1916, ch. 20
(Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. Act)

M

Multiculturalisme canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. 24 (4^e suppl.)

(*Canadian Multiculturalism Act*)

La ministre du Patrimoine canadien (TR/2015-104)

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16; 2002, ch. 7, art. 129; 2014, ch. 2, art. 38
EEV, L.R., ch. 24 (4^e suppl.) en vigueur 21.07.88
EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16 en vigueur 01.04.99
voir art. 79
EEV, 2002, ch. 7, art. 129 en vigueur 01.04.2003 voir
TR/2003-48
EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 38 en vigueur
01.04.2014 voir TR/2014-34.

Musée canadien de l'immigration au Quai 21, Loi constituant un nouveau — 2010, ch. 7 voir Loi sur les musées

(*Museum of Immigration at Pier 21 Act, Creating
Canada's New National*)

Musées, Loi sur les — 1990, ch. 3

(*Museums Act*)

Le ministre du Patrimoine canadien d'agir à titre de
ministre pour l'application de cette loi à l'égard du
Musée des beaux arts du Canada, du Musée canadien de
l'histoire, du Musée canadien de la nature, du Musée
national des sciences et de la technologie, du Musée
canadien des droits de la personne et du Musée canadien
de de l'immigration du Quai 21 (TR/2015-112 voir aussi
1995, ch. 11, art. 46)

art. 2, 2008, ch. 9, art. 1
art. 7, 2013, ch. 38, art. 2
art. 8, 2013, ch. 38, art. 2
art. 9, 2013, ch. 38, art. 2; 2014, ch. 20, art. 193
art. 15.1, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2
art. 15.2, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2
art. 15.3, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2
art. 15.4, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2
art. 15.5, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2
art. 15.6, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2
art. 18, 1995, ch. 29, art. 46
art. 19, 2006, ch. 9, art. 279
art. 23, 2008, ch. 9, art. 3; 2010, ch. 7, art. 3
art. 24, 2003, ch. 22, al. 224z.51)(A) et 225z.7)(A)
art. 24.1, ajouté, 2008, ch. 9, art. 4
art. 34 à 40, abrogés, 2013, ch. 38, art. 3
art. 41, 1998, ch. 26, art. 76; abrogé, 2013, ch. 38, art. 3
art. 42 à 45, abrogés, 2013, ch. 38, art. 3
disposition générale, 1995, ch. 29, art. 47
dispositions transitoires, 1990, ch. 3, art. 34-45
disposition transitoire, 2010, ch. 7, art. 4
dispositions transitoires, 2013, ch. 38, art. 4 à 10

dispositions transitoires, 2014, ch. 20, art. 194 (définitions),
art. 195 à 199 (ouvrages de référence en ligne) et art. 200 à
204 (Musée virtuel du Canada)
EEV, 1990, ch. 3 loi en vigueur 01.07.90 voir TR/90-86
EEV, 1995, ch. 29, art. 46 et 47 en vigueur 01.11.95 voir
TR/95-115
EEV, 1998, ch. 26, art. 76 en vigueur 01.01.99 voir TR/99-2
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir
TR/2005-24
EEV, 2006, ch. 9, art. 279 en vigueur à la sanction 12.12.2006
EEV, 2008, ch. 9 (sanction : 13.03.2008), art. 1 à 4 en vigueur
10.08.2008 voir TR/2008-92
EEV, 2010, ch. 7 (sanction : 29.06.2010), art. 2 à 4 en vigueur
25.11.2010 voir TR/2010-87
EEV, 2013, ch. 38, art. 1 à 10 en vigueur à la sanction
12.12.2013.
EEV, 2014, ch. 20, art. 193 à 199 en vigueur 29.08.2014 voir
TR/2014-72; art. 200 à 204 en vigueur 30.09.2014 voir
TR/2014-72.